VERS
OBERNAI

BF Assainissement & Environnement

Etude de zonage d'assainissement
Secteurs d'études et périmètres de protection
Ech. 1/25 000 - Extrait: carte IGN

Ref. BFC06002_01_300905_P

Communauté des Communes du Pays de Sainte Odile
BERNARDSWILLER

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE SAINTE ODILE

Légende/Abreviations

Limite communale

Courbes de niveau
Equidistance de 5 m NGF

Cours d'eau

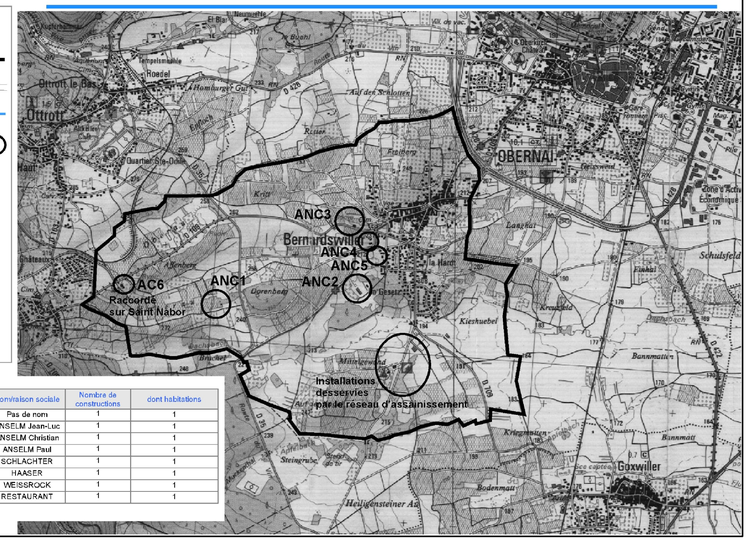
Secteurs d'études
Zone d'écart (Annexe) numéroté — Anc1

Données environnementales:

Périmètre de protection rapproché - PPR

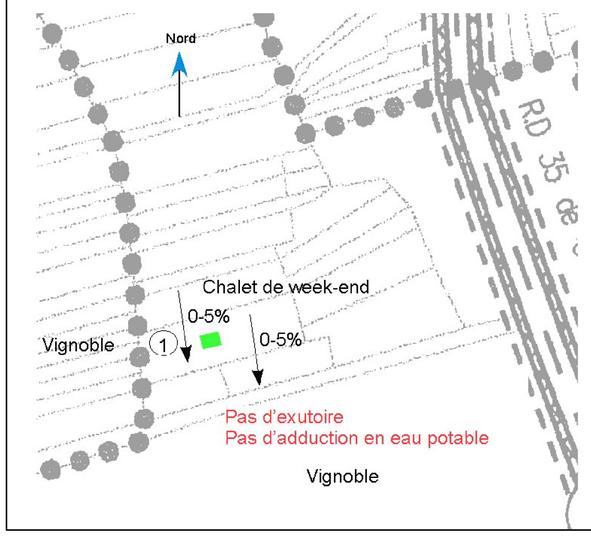
Périmètre de protection éloigné - PPE

Captage:

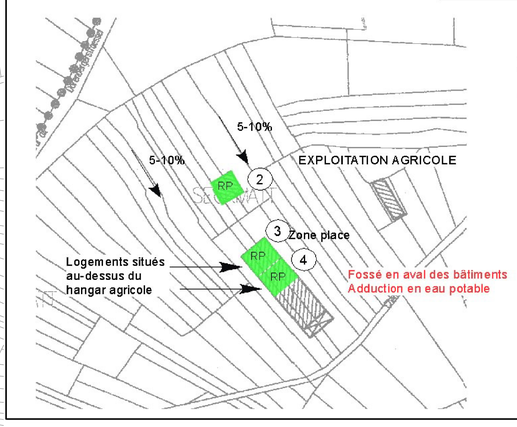


Secteur d'étude	Nom et/ou lieu-dit	Nom/raison sociale	Nombre de constructions	dont habitations
ANC1	"Dorenberg"	Pas de nom	1	1
ANC2	"Seckmatt"	ANSELM Jean-Luc	1	1
ANC2	"Seckmatt"	ANSELM Christian	1	1
ANC2	"Seckmatt"	ANSELM Paul	1	1
ANC3	Route de St Nabor	SCHLACHTER	1	1
ANC4	Chemin Littweg	HAASER	1	1
ANC5	Chemin Littweg	WEISSROCK	1	1
AC6	Ld LETTBUCKEL	RESTAURANT	1	1

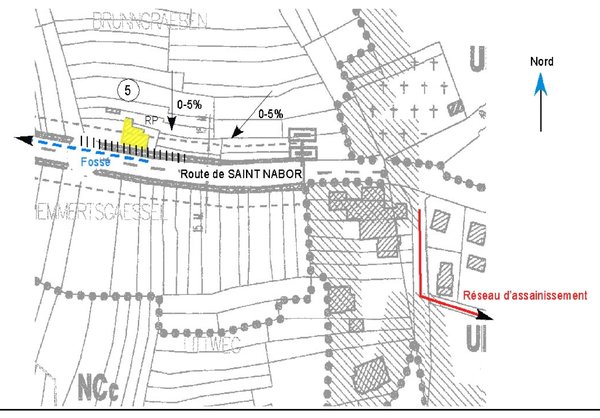
Secteur: ANC1 - LD Dorenberg



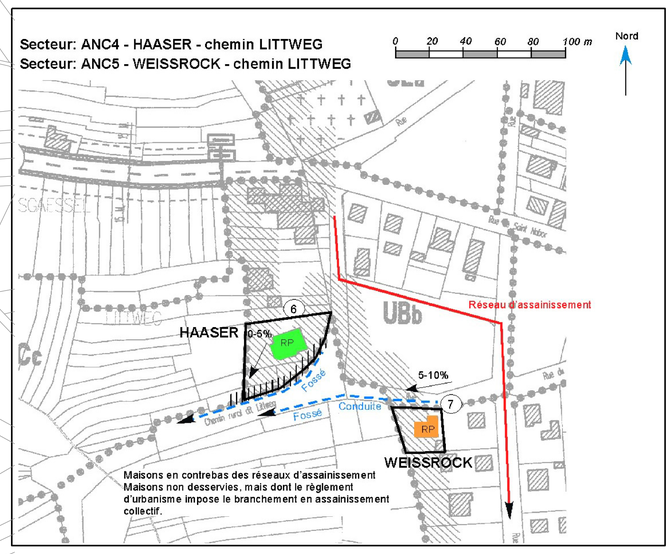
Secteur: ANC2 - Famille ANSELM - LD Seckmatt



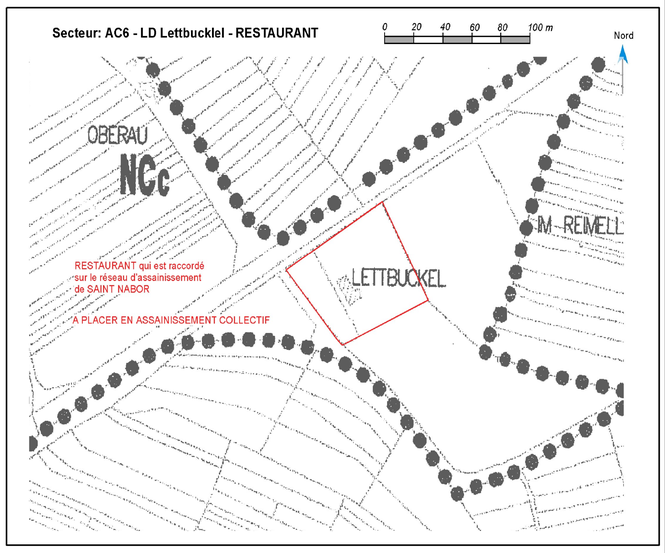
Secteur: ANC3 - SCHLACHTER - route de Saint Nabor



Secteur: ANC4 - HAASER - chemin LITTWEG
Secteur: ANC5 - WEISSROCK - chemin LITTWEG



Secteur: AC6 - LD Lettbucklel - RESTAURANT



LEGENDE GENERALE

- ZONE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
- ZONE D'URBANISATION FUTURE A METTRE EN ASSAINISSEMENT COLLECTIF
- ANC — ZONE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF
- ZONE D'ASSAINISSEMENT A ETUDIER
- DELIMITATION DES ZONES ACTUELLEMENT URBANISABLES
- CADASTRE
- RIVIERE
- RESEAU ASSAINISSEMENT COMMUNAL
- RESEAU ASSAINISSEMENT INTERCOMMUNAL

LES TRACES SONT DONNES A TITRE INDICATIF

LEGENDE ANC

MILIEU NATUREL :
- Exutoire (fossé, rivière...)
- Puits

TOPOGRAPHIE :
- Talus
- Orientation des pentes
- 0-5% Valeur estimée

IDENTIFICATION DE L'HABITAT :
- (10) Numéro de l'installation
- RP Résidence principale
- RS Résidence secondaire

SYNTHESE DES CONTRAINTES
- Ass. non collectif possible
- Ass. non collectif possible en amont de la maison
- Ass. non collectif difficile
- Ass. non collectif impossible

IND.	NATURE DES MODIFICATIONS	AUT.	DATE
.	.	.	.
.	.	.	.
.	.	.	.
.	.	.	.
.	.	.	.
.	.	.	.
.	.	.	.
.	.	.	.
.	.	.	.
1	PLAN DE PREZONAGE N °2	A.Le.	06.04.09
0	N :\ DGN \ OBERNAI \ 8480701 \ ETP \ A0 Zonage_BERNARDSWILLER.dgn	A.Le.	05.04.07

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE SAINTE ODILE

N

ECH : 1/2000

ASSISTANT AU MAITRE D'OUVRAGE :
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET - SUBDIVISION DE SELESTAT -
Place Saint Georges
67600 SELESTAT
Tel : 03.88.58.87.10.
Fax : 03.88.58.87.11.

MANDATAIRE :
BF ASSAINISSEMENT & ENVIRONNEMENT
11 rue du Colonel CADE
68320 HOLTZWIHR
Tel : 03.89.47.48.08.
Fax : 03.89.47.48.08.
bf-assainissement@wanadoo.fr

B2000 INGENIERIE
Groupe SNC LAVALIN
3 place du Capitaine Dreyfus
68 000 COLMAR
Tél. : 03.89.73.29.00 - Fax : 03.89.73.29.15
b2000.ingenierie@snclavalin.com
www.b2000ingenierie.fr

MAIRIE DE BERNARDSWILLER
3 rue de l'Eglise
67 210 BERNARDSWILLER
Tel : 03.88.95.55.46.
Fax : 03.88.95.01.85.

ETUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

PLAN DE PREZONAGE N°2

ETP

CE DOCUMENT EST LA PROPRIETE DE B2000 INGENIERIE
Il ne peut être reproduit ou cédé sans l'autorisation de son auteur.

Il n'engage la responsabilité de B2000 INGENIERIE que s'il est muni du cachet et de la signature originale.

ETABLI PAR : A.Le.	VERIFIE PAR : C.G.
Affaire n° :	848.07.01. B2000 INGENIERIE
N° document :	10 ETP 01
Date :	06.04.09 J-L. FONTAINE

ANC2

ANC1

NC

NAx2

NC

UB

NCa

NB

UA

UB

UAa

UB

NC

NAx1

UA

UX

UA

INA3

UA

UB

INA2

UB

IINA

INA1

UB

ND2

HANGAR

HANGAR

COLLECTEUR INTERCOMMUNAL

VERS STATION D'EPURATION DE MEISTRATZHEIM

MITTELGEWANN

AM GEISSBERG

STEINEN

KREUZACKER

UBER DEN BLAESHEIMERWEG

AUF DEN BLAESHEIMERWEG

BLAESHEIMERPFAD

HINTER DEN HERRENMÄDELS

GROSSGEBREIT

LITZEFELD

LANDFELD

ENDENLOCH

OBERSTEIG

HEGEL

NACHTWEID

EGGERTEN

Etude de zonage d'assainissement

Secteurs d'études et périmètres de protection

Ech. 1/25 000 - Extrait: carte IGN

Ref. BFC06002_01_041212_P

Communauté des Communes du Pays de Sainte Odile

INNENHEIM

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE SAINTE ODILE

Légende/Abreviations

Limite communale

Courbes de niveau
Equidistance de 5 m NGF

Cours d'eau

Secteurs d'études
Zone d'écart (Annexe) numéroté — ANC1

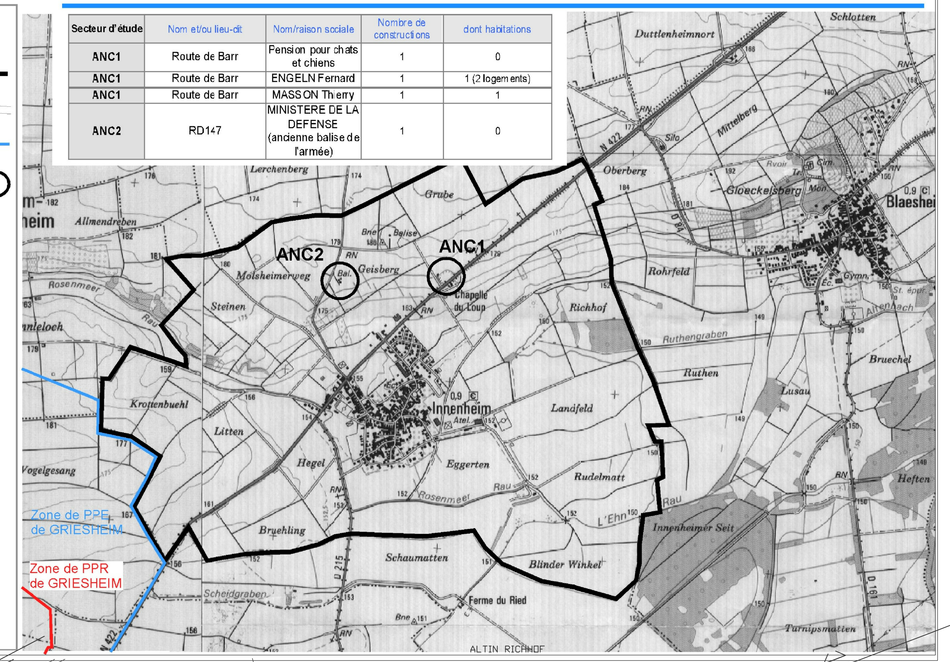
Données environnementales:

Périmètre de protection rapproché - PPR

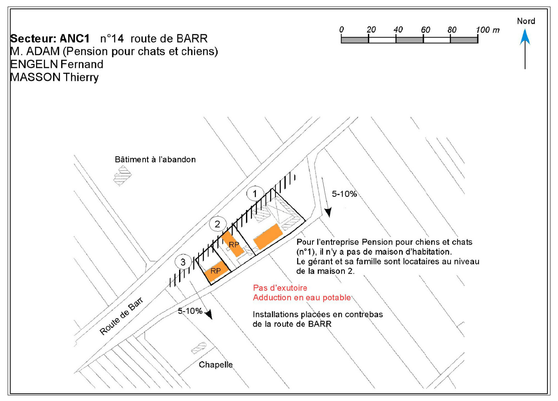
Périmètre de protection éloigné - PPE

Captage:

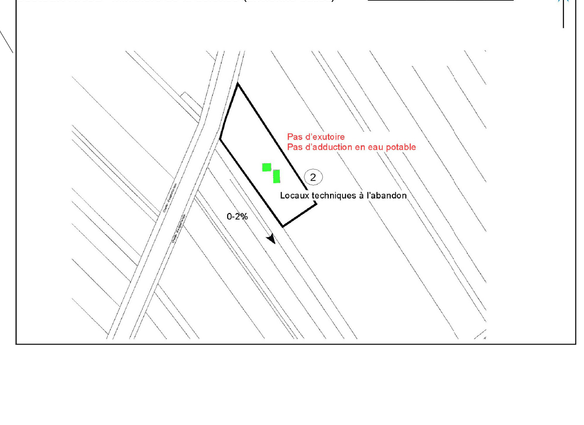
Secteur d'étude	Nom et/ou lieu-dit	Nom/raison sociale	Nombre de constructions	dont habitations
ANC1	Route de Barr	Pension pour chats et chiens	1	0
ANC1	Route de Barr	ENGELN Fernand	1	1 (2 logements)
ANC1	Route de Barr	MASSON Thierry	1	1
ANC2	RD1+7	MINISTERE DE LA DEFENSE (ancienne balise de l'armée)	1	0



Secteur: ANC1 n°14 route de BARR
M. ADAM (Pension pour chats et chiens)
ENGELN Fernand
MASSON Thierry



Secteur: ANC2 Ministère de la défense (ancienne balise)



LEGENDE GENERALE

- ZONE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
- ANC — ZONE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF
- DELIMITATION DES ZONES D'URBANISME
- CADASTRE
- RIVIERE
- RESEAU ASSAINISSEMENT COMMUNAL
- RESEAU ASSAINISSEMENT INTERCOMMUNAL

LES TRACES SONT DONNES A TITRE INDICATIF

LEGENDE ANC

MILIEU NATUREL :
- Exutoire (fossé, rivière...)
- Puits

TOPOGRAPHIE :
- Talus
- Orientation des pentes
- 0-5% Valeur estimée

IDENTIFICATION DE L'HABITAT :
- (10) Numéro de l'installation
- RP Résidence principale
- RS Résidence secondaire

SYNTHESE DES CONTRAINTES
- Ass. non collectif possible
- Ass. non collectif possible en amont de la maison
- Ass. non collectif difficile
- Ass. non collectif impossible

IND.	NATURE DES MODIFICATIONS	AUT.	DATE
.	.	.	.
.	.	.	.
.	.	.	.
.	.	.	.
.	.	.	.
.	.	.	.
.	.	.	.
2	PLAN DE ZONAGE	A.Le.	11.12.12
1	PLAN DE PREZONAGE N°2	A.Le.	06.04.09.
0	N:\ DGN\ OBERNAI \ 8480701 \ ETP \ A0_Zonage_INNENHEIM.dgn	A.Le.	05.04.07.

ECH : 1/2000

ASSISTANT AU MAITRE D'OUVRAGE :
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET - SUBDIVISION DE SELESTAT -
Place Saint Georges
67600 SELESTAT
Tel : 03.88.58.87.10.
Fax : 03.88.58.87.11.

MANDATAIRE :
11 rue du Colonel CADE
68320 HOLTZWIHR
Tel : 03.89.47.48.08.
Fax : 03.89.47.48.08.
bf-assainissement@wanadoo.fr

SNC•LAVALIN
B2000 INGENIERIE
3 PLACE DU CAPITAINE DREYFUS
68 000 COLMAR
Tél. : 03.89.73.29.00 - Fax : 03.89.73.29.15
b2000.ingenierie@snclavalin.com

CE DOCUMENT EST LA PROPRIETE DE B2000 INGENIERIE
Il ne peut être reproduit ou cédé sans l'autorisation de son auteur.

Il n'engage la responsabilité de B2000 INGENIERIE que s'il est muni du cachet et de la signature originale.

ETABLI PAR : A.Le.	VERIFIE PAR : C.G.
Affaire n° : 848.07.01.	B2000 INGENIERIE
N° document : 11 ETP 02	
Date : 11.12.12	C.GUILLAUME

MAIRIE DE INNENHEIM
75 rue du General de Gaulle
67 880 INNENHEIM
Tel : 03.88.95.75.20.
Fax : 03.88.95.70.65.

ETUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

PLAN DE ZONAGE

ETP

Etude de zonage d'assainissement
Secteurs d'études et périmètres de protection
Ech. 1/25 000 - Extrait: carte IGN
Ref. BFC06002_01_300806_P

Communauté des Communes du Pays de Sainte Odile
KRAUTERGERSHEIM

VERS STATION D'EPURATION DE BLAESHEIM

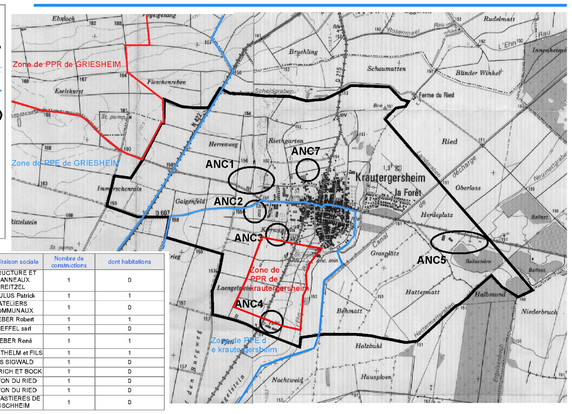
UE1 ET UE2 A RACCORDER SELON LE PROJET DE REGLEMENT D'URBANISME

Légende/Abreviations

- Limite communale
- Courbes de niveau Equidistance de 5 m NGF
- Cours d'eau
- ***Secteurs d'études*** Zone d'écart (Annexe) numéroté — ANC1

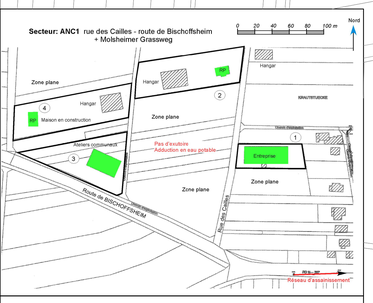
Données environnementales:

- Périmètre de protection rapproché - PPR
- Périmètre de protection éloigné - PPE
- Captage:

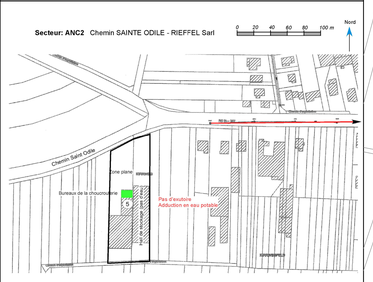


Secteur d'étude	Nom et/ou lieu-dit	Nomalisation sociale	Nombre de constructions	dont habitations
ANC1	Rue des Cailles	STRUCTURE ET PANNEAUX REITZEL	1	0
ANC1	Rue des Cailles	PAULUS Patrick	1	1
ANC1	Route de BISCHOFFSHEIM	ATELIERS COMMUNAUX	1	0
ANC1	Molsheimer Grassweg	WEBER Robert	1	1
ANC2	chemin Sainte Odile	RIEFFEL sarl	1	0
ANC3	Rue CHANOINE STOEFFLER	WEBER René	1	1
ANC4	Route de MEISTRATZHEIM	ANGSTHELM et FILS	1	1
ANC5	Route de Hindisheim	ETS SIGWALD	1	0
ANC5	Route de Hindisheim	HEINRICH ET BOCK	1	0
ANC5	Route de Hindisheim	BETON DU RIED	1	0
ANC5	Route de Hindisheim	BETON DU RIED	1	0
ANC5	Route de Hindisheim	BALLASTIERES DE BISCHHEIM	1	0

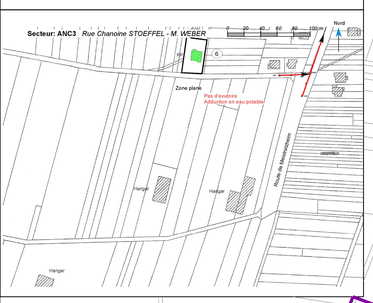
Secteur: ANC1 rue des Cailles - route de Bischoffsheim + Molsheimer Grassweg



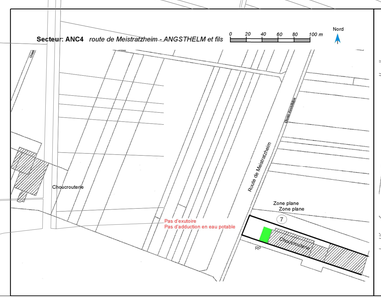
Secteur: ANC2 Chemin SAINTE ODILE - RIEFFEL Sarl



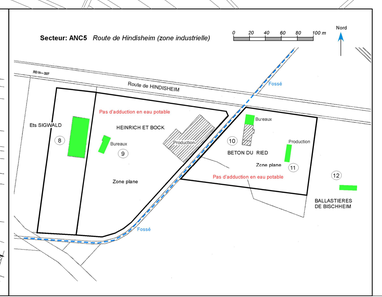
Secteur: ANC3 *Rue Chanoine STOEFFEL - M. WEBER*



Secteur: ANC4 *route de Meistratzheim - ANGSTHELM et fils*



Secteur: ANC5 *Route de Hindisheim (zone industrielle)*



LEGENDE ANC

MILIEU NATUREL :
- Exutoire (fossé, rivière...)
- Puits

TOPOGRAPHIE :
- Talus
- Orientation des pentes
- 0-5% Valeur estimée

IDENTIFICATION DE L'HABITAT :
- (10) Numéro de l'installation
- RP Résidence principale
- RS Résidence secondaire

SYNTHESE DES CONTRAINTES
- Ass. non collectif possible
- Ass. non collectif possible en amont de la maison
- Ass. non collectif difficile
- Ass. non collectif impossible

LEGENDE GENERALE

- ZONE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
- ZONE D'URBANISATION FUTURE A METTRE EN ASSAINISSEMENT COLLECTIF
- ANC ZONE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF
- ZONE D'ASSAINISSEMENT A ETUDIER
- DELIMITATION DES ZONES ACTUELLEMENT URBANISABLES
- CADASTRE
- RIVIERE
- RESEAU ASSAINISSEMENT COMMUNAL
- RESEAU ASSAINISSEMENT INTERCOMMUNAL

LES TRACES SONT DONNES A TITRE INDICATIF

IND.	NATURE DES MODIFICATIONS	AUT.	DATE
.	.	.	.
.	.	.	.
I	PLAN DE PREZONAGE N °2	A.Le.	06.04.09
0	N :\ DGN \ OBERNAI \ 8480701 \ ETP \ A0 Zonage_KRAUT.dgn	A.Le.	05.04.07

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE SAINTE ODILE

ECH : 1/2500

ASSISTANT AU MAITRE D'OUVRAGE :
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET - SUBDIVISION DE SELESTAT -
Place Saint Georges
67600 SELESTAT
Tel : 03.88.58.87.10.
Fax : 03.88.58.87.11.

MANDATAIRE :
BF Assainissement & Environnement
11 rue du Colonel CADE
68320 HOLTZWIHR
Tel : 03.89.47.48.08.
Fax : 03.89.47.48.08.
bf-assainissement@wanadoo.fr

B2000 INGENIERIE
Groupe SNC LAVALIN
3 place du Capitaine Dreyfus
68 000 COLMAR
Tél. : 03.89.73.29.00 - Fax : 03.89.73.29.15
b2000.ingenierie@snclavalin.com
www.b2000ingenierie.fr

MAIRIE DE KRAUTERGERSHEIM
1 rue de l'Ecole
67 880 KRAUTERGERSHEIM
Tel : 03.88.95.75.18.
Fax : 03.88.48.18.66..

ETUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

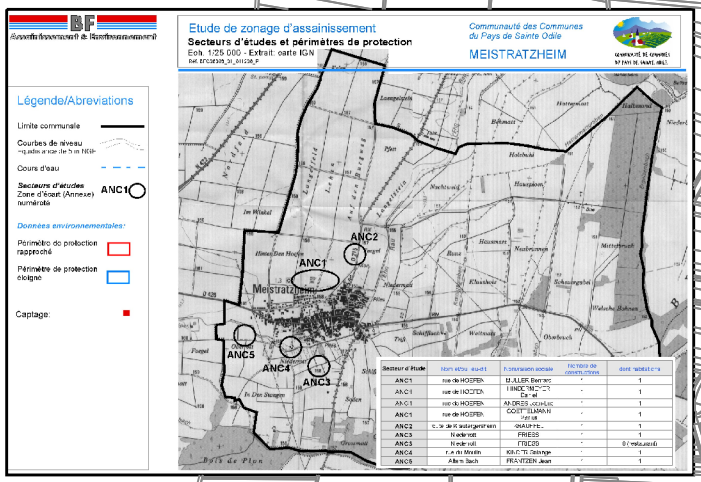
PLAN DE PREZONAGE N°2

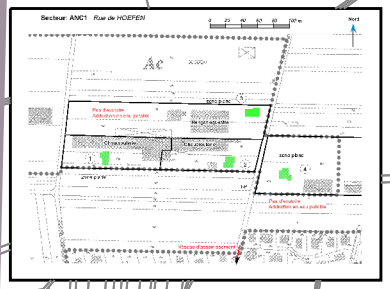
ETP

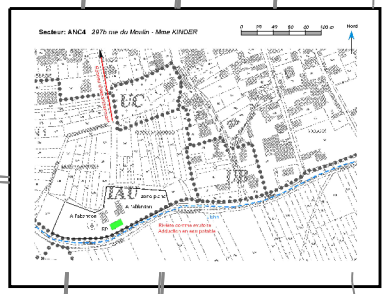
CE DOCUMENT EST LA PROPRIETE DE B2000 INGENIERIE
Il ne peut être reproduit ou cédé sans l'autorisation de son auteur.

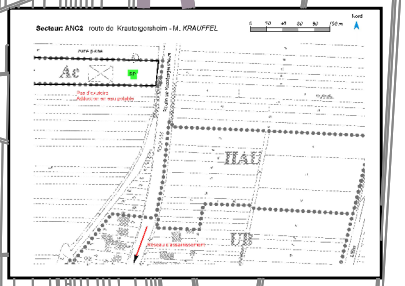
Il n'engage la responsabilité de B2000 INGENIERIE que s'il est muni du cachet et de la signature originale.

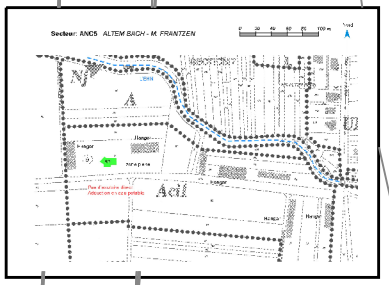
ETABLI PAR : A.Le.	VERIFIE PAR : C.G.
Affaire n° :	848.07.01. B2000 INGENIERIE
N° document :	10 ETP 01
Date :	06.04.09 J-L. FONTAINE

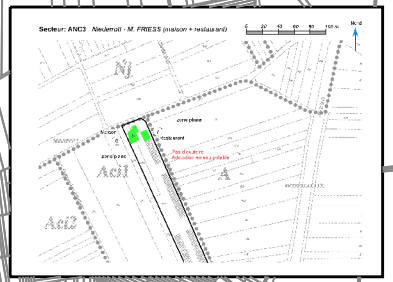












LEGENDE ANC

MILIEU NATUREL :
- Exutoire (fossé, rivière...)
- Puits

TOPOGRAPHIE :
- Talus
- Orientation des pentes
- 0-5% Valeur estimée

IDENTIFICATION DE L'HABITAT :
- Numéro de l'installation
- RP Résidence principale
- RS Résidence secondaire

SYNTHESE DES CONTRAINTES
- Ass. non collectif possible
- Ass. non collectif possible en amont de la maison
- Ass. non collectif difficile
- Ass. non collectif impossible

LEGENDE GENERALE

- ZONE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
- ZONE D'URBANISATION FUTURE A METTRE EN ASSAINISSEMENT COLLECTIF
- ANC ZONE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF
- ZONE D'ASSAINISSEMENT A ETUDIER
- DELIMITATION DES ZONES ACTUELLEMENT URBANISABLES
- CADASTRE
- RIVIERE
- RESEAU ASSAINISSEMENT

LES TRACES SONT DONNES A TITRE INDICATIF

NO.	NATURE DES MODIFICATIONS	AUT.	DATE
0	N:\DRA\CHERRAK\1-940001\ETP\AO\Zonage_MEISTRATZHEIM.dgn	A.La.	06.04.07

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE SAINTE ODILE

ECH : 1/4000

ASSISTANT AU MAITRE D'OUVRAGE :
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET - SUBDIVISION DE SELESTAT -
Place Saint Georges
67600 SELESTAT
Tél : 03.88.58.87.10.
Fax : 03.88.58.87.11.

MANDATAIRE :
BF Assainissement & Environnement
11 rue du Colonel CADE – 68520 HOLTZWIHR
Tél. : 03 89 64 80 33 / Fax : 03 89 47 46 08
Email: bf-assainissement@wanadoo.fr

B2000 INGENIERIE
Groupe SNC LAVALIN
14 RUE DES RIBEAUPIERRE
68150 RIBEAUVILLE
TEL : 06.80.73.50.03 - Fax : 09.70.06.91.91
b2000.ingenierie@wanadoo.fr
www.b2000ingenierie.fr

MAIRIE DE MEISTRATZHEIM
148 rue Principale
67210 MEISTRATZHEIM
Tel : 03.88.96.04.37.
Fax : 03.88.96.49.87.

ETUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

PLAN DE PREZONAGE

ETP

CE DOCUMENT EST LA PROPRIETE DE B2000 INGENIERIE
Il ne peut être reproduit ou cédé sans l'autorisation de son auteur.
Il engage la responsabilité de B2000 INGENIERIE que s'il est muni de son cachet et de la signature originale.

ETABLI PAR : A.La.	VERIFIE PAR : C.G.
Affaire n° :	040.07.01. B2000 INGENIERIE
N° document :	13 ETP 00
Date :	06.04.07 A. LAVINA

Etude de zonage d'assainissement
Secteurs d'études et périmètres de protection
Extr. 1/25 000 - Extrait: carte IGN

Communauté des Communes du Pays de Sainte Odile
NIEDERNAI

Légende/Abreviations

Limite communale
Courbes de niveau Equidistance de 5 m NGF
Cours d'eau
Secteurs d'études Zone d'assainissement (Anneau) numéroté — ANC1 / AC1
Données environnementales:
Périmètre de protection rapproché - PPR
Périmètre de protection éloigné - PPE
Captage:

Secteur d'étude	Nom et/ou lieu-dit	Nom/Raison sociale	Nombre de constructions	dont habitations
ANC1	Ferme KIRCHBUHL	EHRART Martine	1	1
ANC1	Ferme KIRCHBUHL	EHRART Arthur	1	1
ANC2	Villa-Reine	Hôtel de la Reine (sous réserve d'autorisation commerciale)	1	1
ANC3	Villa-Reine	Hôtel de la Reine (sous réserve d'autorisation commerciale)	1	1
ANC3	Le Vieux Moulin	DOUNIAU Patrick	1	1
ANC3	Le Vieux Moulin	RAMSTEIN Pierre	1	1
ANC4	Route de Goxwiller	HOLCIM BETON	1	0
ANC5	Rue Nationale	BINGERT Antoine	1	1
ANC6	Kirchbuhl	ROTH Marie	1	1
ANC7	Route d'UNTER	FRITSCH	1	1
AC6	Place Fengel	BLOCH Roland	2	1
AC5	12 rue des Prés	SIRE	1	1

Secteur: ANC1 Ferme KIRCHBUHL — 0 20 40 60 80 100 m — Nord

Ferme — 0-5% — Fossé — Adduction en eau potable

Secteur: ANC2 *Villa-Reine* — 0 20 40 60 80 100 m — Nord

Pas d'exutoire
Adduction en eau potable
zone plane
zone plane
Terrain légèrement surélevé vis à vis de la rivière.
L'Ehn

Secteur: ANC3 Le Vieux Moulin - MM. DOUNIAU et RAMSTEIN — 0 20 40 60 80 100 m — Nord

La délimitation des propriétés est indicative. Elle n'est pas forcément exacte.
zone plane
zone plane
Adduction en eau potable
L'Ehn
La partie habitable des maisons est rehaussée, afin de tenir compte des crues de l'Ehn.
La réhabilitation de l'assainissement est difficile en raison des contraintes d'inondations, et eventuellement de nappe.

Secteur: ANC4 Route de Goxwiller - *HOICIM beton* — 0 20 40 60 80 100 m — Nord

A noter: le secteur situé au Nord-Ouest de HOLCIM correspond au stade de FOOTBALL desservi par le réseau intercommunal d'assainissement.
Selon le POS en vigueur, la zone concernant HOLCIM est UX, et devrait selon le règlement est traiter en assainissement collectif.
Bureaux
Pas d'exutoire
Adduction en eau potable
Fossé (sans véritable écoulement)
Centrale béton
Route de Goxwiller

Secteur: ANC5 *Rue Nationale - M. BINGERT* — 0 20 40 60 80 100 m — Nord

Les deux bâtiment appartiennent au même propriétaire.
zone plane
zone plane
Ferme
Exutoire (fossé) à l'Ouest de la propriété de l'habitation 8
Adduction en eau potable
GAS TOTENMATTEL

Secteur: ANC6 *Kirchbuhl - M. ROTH* — 0 20 40 60 80 100 m — Nord

Pas d'exutoire
Adduction en eau potable
0-5%
Ferme
Chemin d'exploitation

Secteur: ANC7 *Route de MEISTRATZHEIM - M. FRITSCH* — 0 20 40 60 80 100 m — Nord

A noter: la forme et la position des bâtiments est illustratives.
Pas d'exutoire
Adduction en eau potable
zone plane
Maison rehaussée avec talus sur le pourtour.
Maison en cours de construction
EXPLOITATION AGRICOLE
COMMUNE DE MEISTRATZHEIM

ANC 1
ANC 2
ANC 3
ANC 4
ANC 5
ANC 6
ANC 7

MAISON RACCORDEE PAR CONDUITE PRIVEE

ZONE DESSERVIE PAR LE RESEAU INTERCOMMUNAL

ZONE NON DESSERVIE (UX) MAIS A DESSERVIR SELON LE REGLEMENT DU POS

STATION D'EPURATION

INA1a · INA1b · NCa · INA1 · UB · NCb · NDf · UA · NDa · IINA1 · UX · INA2b · UXa · NCb

IND.	NATURE DES MODIFICATIONS	AUT.	DATE
2	MODIFICATIONS ZONES IINA1 ET INA1	A.Le.	20.07.11
1	PLAN DE PREZONAGE N°2	A.Le.	06.04.09
0	N:\ DGN \ OBERNAI \ 8480701 \ ETP \ A0 Zonage_NIEDERNAI.dgn	A.Le.	05.04.07

LEGENDE ANC

MILIEU NATUREL :
- Exutoire (fossé, rivière...)
- Puits

TOPOGRAPHIE :
- Talus
- Orientation des pentes
- 0-5% Valeur estimée

IDENTIFICATION DE L'HABITAT :
- (10) Numéro de l'installation
- RP Résidence principale
- RS Résidence secondaire

SYNTHESE DES CONTRAINTES
- Ass. non collectif possible
- Ass. non collectif possible en amont de la maison
- Ass. non collectif difficile
- Ass. non collectif impossible

LEGENDE GENERALE

- ZONE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
- ANC ZONE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF
- ZONE D'ASSAINISSEMENT A ETUDIER
- DELIMITATION DES ZONES ACTUELLEMENT URBANISABLES
- CADASTRE
- RIVIERE
- RESEAU ASSAINISSEMENT COMMUNAL
- RESEAU ASSAINISSEMENT INTERCOMMUNAL

LES TRACES SONT DONNES A TITRE INDICATIF

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE SAINTE ODILE

ECH : 1/2500

ASSISTANT AU MAITRE D'OUVRAGE :
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET - SUBDIVISION DE SELESTAT -
Place Saint Georges
67600 SELESTAT
Tel : 03.88.58.87.10.
Fax : 03.88.58.87.11.

MANDATAIRE :
BF ASSAINISSEMENT & ENVIRONNEMENT
11 rue du Colonel CADE
68320 HOLTZWIHR
Tel : 03.89.47.48.08.
Fax : 03.89.47.48.08.
bf-assainissement@wanadoo.fr

B2000 INGENIERIE
Groupe SNC LAVALIN
3 place du Capitaine Dreyfus
68 000 COLMAR
Tél. : 03.89.73.29.00 - Fax : 03.89.73.29.15
b2000.ingenierie@snclavalin.com
www.b2000ingenierie.fr

MAIRIE DE NIEDERNAI
236 rue Principale
67 212 NIEDERNAI
Tel : 03.88.95.57.47.
Fax : 03.88.95.19.85.

ETUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

PLAN DE PREZONAGE N°2

ETP

CE DOCUMENT EST LA PROPRIETE DE B2000 INGENIERIE
Il ne peut être reproduit ou cédé sans l'autorisation de son auteur.

Il n'engage la responsabilité de B2000 INGENIERIE que s'il est muni du cachet et de la signature originale.

ETABLI PAR : A.Le.	VERIFIE PAR : C.G.
Affaire n° :	848.07.01. B2000 INGENIERIE
N° document :	14 ETP 02
Date :	20.07.11 J-L. FONTAINE

ANC 4

ANC 16
HABITATION
NON RACCORDABLE

ANC 3

ANC 2

ANC 1

BRASSERIE ET DISTILLERIE
ASSAINIES PAR LA STATION
D'EPURATION DE LA BRASSERIE

AC 5

MAISONS RACCORDEES
SUR BERNARDSWILLER

AIRE D'ACCEUIL DES GENS DU VOYAGE
RACCORDEMENT SUR RRBEAU AC

ANC 6

ANC 3

Na Nb Nx A Aa Av N 1AUx UX UXa UXb UXc UA UB UC UE UEa UF 1AUa 1AUxa 1AUb 1AUe 1AUv 2AUa 2AUb 2AU 2AUx Aj Ac UBc NCa INA2b

LEGENDE ANC

MILIEU NATUREL :
- Exutoire (fossé, rivière...)
- Puits

TOPOGRAPHIE :
- Talus
- Orientation des pentes
- 0-5% Valeur estimée

IDENTIFICATION DE L'HABITAT :
- (10) Numéro de l'installation
- RP Résidence principale
- RS Résidence secondaire

SYNTHESE DES CONTRAINTES
- Ass. non collectif possible
- Ass. non collectif possible en amont de la maison
- Ass. non collectif difficile
- Ass. non collectif impossible

LEGENDE GENERALE
- ZONE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
- ZONE D'URBANISATION FUTURE A METTRE EN ASSAINISSEMENT COLLECTIF
- ANC ZONE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF
- ZONE D'ASSAINISSEMENT A ETUDIER
- DELIMITATION DES ZONES ACTUELLEMENT URBANISABLES
- CADASTRE
- RIVIERE
- RESEAU ASSAINISSEMENT COMMUNAL
- RESEAU ASSAINISSEMENT INTERCOMMUNAL

LES TRACES SONT DONNES A TITRE INDICATIF

IND.	NATURE DES MODIFICATIONS	AUT.	DATE
1	PLAN DE PREZONAGE N °2	A.Le.	06.04.09
0	N :\ DGN \ OBERNAI \ 8480701 \ ETP \ A0 Zonage_MEISTRATZHEIM.dgn	A.Le.	05.04.07

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE SAINTE ODILE

ECH : 1/4000

ASSISTANT AU MAITRE D'OUVRAGE :
DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET
- SUBDIVISION DE SELESTAT -
Place Saint Georges
67600 SELESTAT
Tel : 03.88.58.87.10.
Fax : 03.88.58.87.11.

MANDATAIRE :
11 rue du Colonel CADE
68320 HOLTZWIHR
Tel : 03.89.47.48.08.
Fax : 03.89.47.48.08.
bf-assainissement@wanadoo.fr

B2000 INGENIERIE
Groupe SNC LAVALIN
3 place du Capitaine Dreyfus
68 000 COLMAR
Tél. : 03.89.73.29.00 - Fax : 03.89.73.29.15
b2000.ingenierie@snclavalin.com
www.b2000ingenierie.fr

Obernai

MAIRIE D'OBERNAI
Place du Marché
67210 OBERNAI
Tel : 03.88.49.95.95.
Fax : 03.88.49.90.83

ETUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

PLAN DE PREZONAGE
- PLAN D'ENSEMBLE 1/3 -

ETP

CE DOCUMENT EST LA PROPRIETE DE B2000 INGENIERIE
Il ne peut être reproduit ou cédé sans l'autorisation de son auteur.

Il n'engage la responsabilité de B2000 INGENIERIE que s'il est muni du cachet et de la signature originale.

ETABLI PAR : A.Le.	VERIFIE PAR : C.G.
Affaire n° : 848.07.01.	B2000 INGENIERIE
N° document : 15 ETP 01	
Date : 06.04.09	J-L. FONTAINE

ANC 4

INSTALLATIONS RACCORDEES
SUR LE RESEAU INTERCOMMUNAL

MAISON
NON RACCORDABLE

ANC 10 / AC 10

HABITATIONS RACCORDEES
PAR CONDUITE PRIVEE

AC 8

HABITATION RACCORDEE
PAR CONDUITE PRIVEE

ANC 9 / AC 9

ANC 7

ANC 6

AC 5

AC 11

INSTALLATIONS
DESSERVIES
ACCES PAR OBERNAI

Aa
A
Av
Na
Nb
UEb
Ne
N
Nx
UE
1AUe
UXb
UC

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DU PAYS DE SAINTE ODILE

ECH : 1/4000

ASSISTANT AU MAITRE D'OUVRAGE :

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET - SUBDIVISION DE SELESTAT -
Place Saint Georges
67600 SELESTAT
Tel : 03.88.58.87.10.
Fax : 03.88.58.87.11.

MANDATAIRE :

11 rue du Colonel CADE
68320 HOLTZWIHR
Tel : 03.89.47.48.08.
Fax : 03.89.47.48.08.
bf-assainissement@wanadoo.fr

B2000
INGENIERIE
Groupe SNC LAVALIN

3 place du Capitaine Dreyfus
68 000 COLMAR
Tél. : 03.89.73.29.00 - Fax : 03.89.73.29.15
b2000.ingenierie@snclavalin.com
www.b2000ingenierie.fr

Obernai

MAIRIE D'OBERNAI
Place du Marché
67210 OBERNAI
Tel : 03.88.49.95.95.
Fax : 03.88.49.90.83

ETUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

PLAN DE PREZONAGE
- PLAN D'ENSEMBLE 2/3 -

ETP

CE DOCUMENT EST LA PROPRIETE DE B2000 INGENIERIE
Il ne peut être reproduit ou cédé sans l'autorisation de son auteur.

Il n'engage la responsabilité de B2000 INGENIERIE que s'il est muni du cachet et de la signature originale.

ETABLI PAR : A.Le.	VERIFIE PAR : C.G.
Affaire n° : 848.07.01.	B2000 INGENIERIE
N° document : 16 ETP 01	
Date : 06.04.09	J-L. FONTAINE

LEGENDE GENERALE

- ZONE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
- ZONE D'URBANISATION FUTURE A METTRE EN ASSAINISSEMENT COLLECTIF
- ANC ZONE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF
- ZONE D'ASSAINISSEMENT A ETUDIER
- DELIMITATION DES ZONES ACTUELLEMENT URBANISABLES
- CADASTRE
- RIVIERE
- RESEAU ASSAINISSEMENT COMMUNAL
- RESEAU ASSAINISSEMENT INTERCOMMUNAL

LES TRACES SONT DONNES A TITRE INDICATIF

LEGENDE ANC

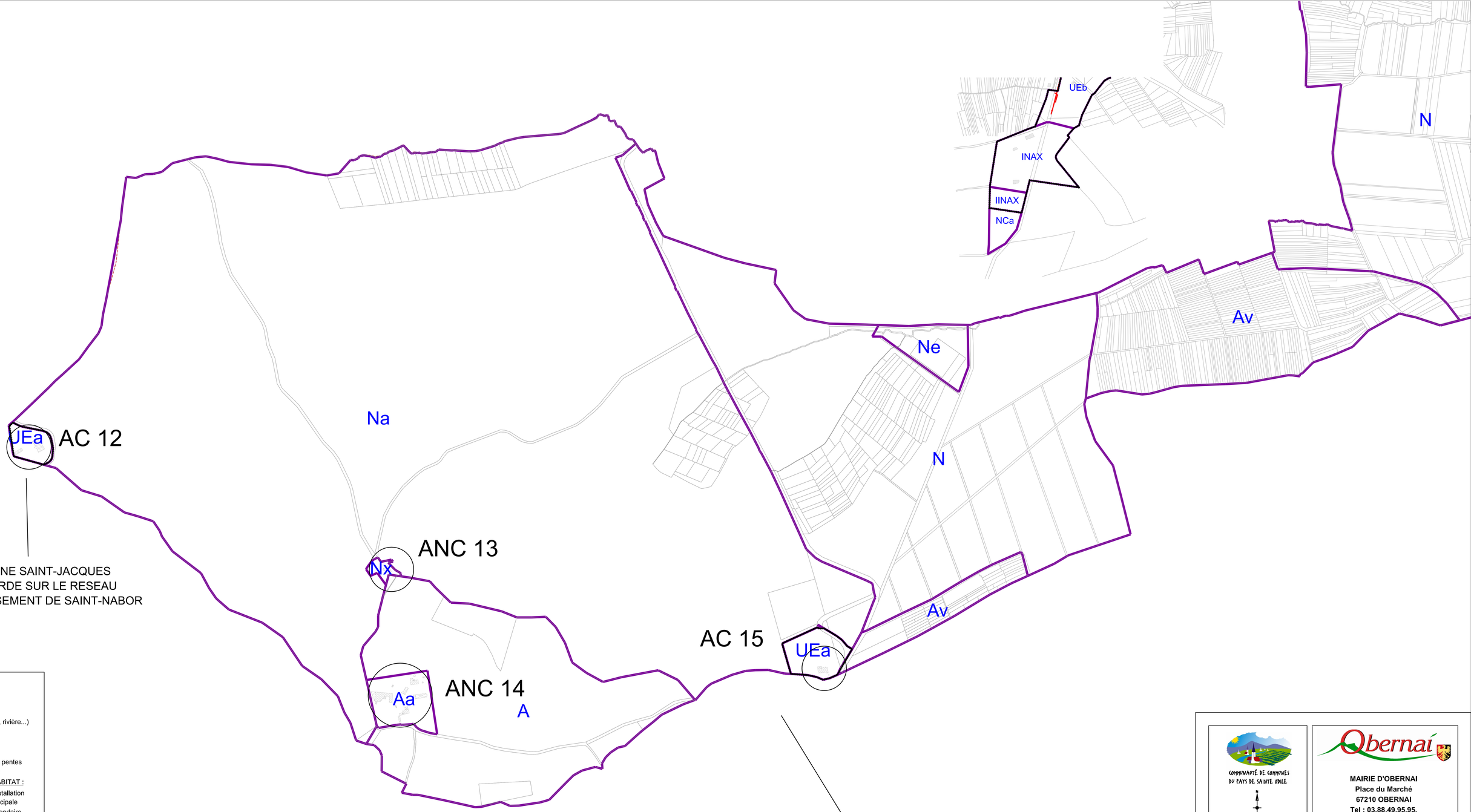
MILIEU NATUREL :
- Exutoire (fossé, rivière...)
- Puits

TOPOGRAPHIE :
- Talus
- Orientation des pentes
- 0-5% Valeur estimée

IDENTIFICATION DE L'HABITAT :
- (10) Numéro de l'installation
- RP Résidence principale
- RS Résidence secondaire

SYNTHESE DES CONTRAINTES
- Ass. non collectif possible
- Ass. non collectif possible en amont de la maison
- Ass. non collectif difficile
- Ass. non collectif impossible

IND.	NATURE DES MODIFICATIONS	AUT.	DATE
.	.	.	.
.	.	.	.
.	.	.	.
.	.	.	.
.	.	.	.
.	.	.	.
.	.	.	.
.	.	.	.
1	PLAN DE PREZONAGE N °2	A.Le.	06.04.09
0	N :\ DGN \ OBERNAI \ 8480701 \ ETP \ A0 Zonage_MEISTRATZHEIM.dgn	A.Le.	05.04.07.



LEGENDE ANC

MILIEU NATUREL :
- Exutoire (fossé, rivière...)
- Puits

TOPOGRAPHIE :
- Talus
- Orientation des pentes
- 0-5% Valeur estimée

IDENTIFICATION DE L'HABITAT :
- (10) Numéro de l'installation
- RP Résidence principale
- RS Résidence secondaire

SYNTHESE DES CONTRAINTES
- Ass. non collectif possible
- Ass. non collectif possible en amont de la maison
- Ass. non collectif difficile
- Ass. non collectif impossible

LEGENDE GENERALE
- ZONE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
- ZONE D'URBANISATION FUTURE A METTRE EN ASSAINISSEMENT COLLECTIF
- ANC ZONE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF
- ZONE D'ASSAINISSEMENT A ETUDIER
- DELIMITATION DES ZONES ACTUELLEMENT URBANISABLES
- CADASTRE
- RIVIERE
- RESEAU ASSAINISSEMENT COMMUNAL
- RESEAU ASSAINISSEMENT INTERCOMMUNAL

LES TRACES SONT DONNES A TITRE INDICATIF

IND.	NATURE DES MODIFICATIONS	AUT.	DATE
.	.	.	.
.	.	.	.
.	.	.	.
.	.	.	.
.	.	.	.
.	.	.	.
.	.	.	.
.	.	.	.
1	PLAN DE PREZONAGE N °2	A.Le.	06.04.09
0	N :\DGN \ OBERNAI \ 8480701 \ ETP \ A0 Zonage_MEISTRATZHEIM.dgn	A.Le.	05.04.07

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE SAINTE ODILE

ECH : 1/4000

ASSISTANT AU MAITRE D'OUVRAGE :

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET - SUBDIVISION DE SELESTAT -
Place Saint Georges
67600 SELESTAT
Tel : 03.88.58.87.10.
Fax : 03.88.58.87.11.

MANDATAIRE :

BF
11 rue du Colonel CADE
68320 HOLTZWIHR
Tel : 03.89.47.48.08.
Fax : 03.89.47.48.08.
bf-assainissement@wanadoo.fr

B2000 INGENIERIE
Groupe SNC LAVALIN
3 place du Capitaine Dreyfus
68 000 COLMAR
Tel. : 03.89.73.29.00 - Fax : 03.89.73.29.15
b2000.ingenierie@snclavalin.com
www.b2000ingenierie.fr

Obernai

MAIRIE D'OBERNAI
Place du Marché
67210 OBERNAI
Tel : 03.88.49.95.95.
Fax : 03.88.49.90.83

ETUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

PLAN DE PREZONAGE
- PLAN D'ENSEMBLE 3/3 -

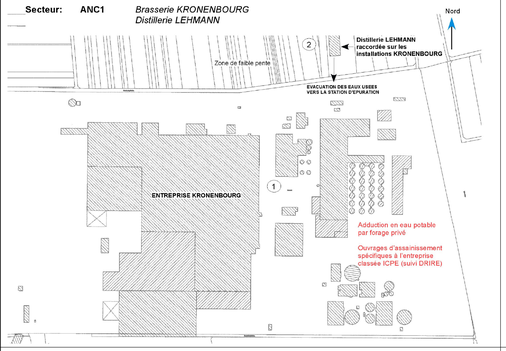
ETP

CE DOCUMENT EST LA PROPRIETE DE B2000 INGENIERIE
Il ne peut être reproduit ou cédé sans l'autorisation de son auteur.

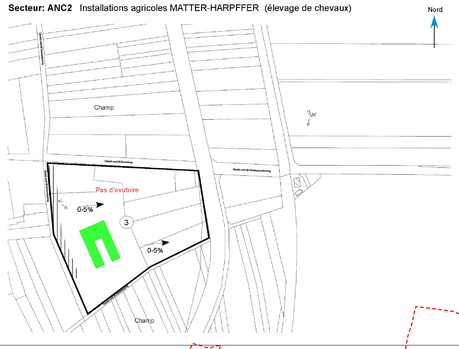
Il n'engage la responsabilité de B2000 INGENIERIE que s'il est muni du cachet et de la signature originale.

ETABLI PAR : A.Le.	VERIFIE PAR : C.G.
Affaire n° : 848.07.01.	B2000 INGENIERIE
N° document : 17 ETP 01	
Date : 06.04.09	J-L. FONTAINE

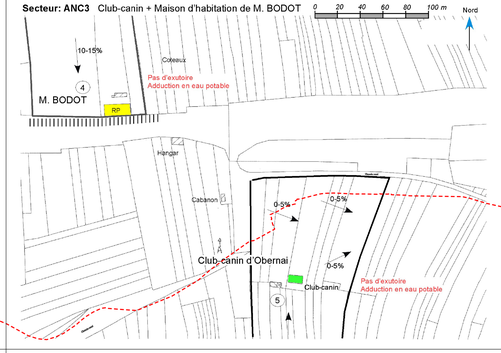
Secteur: ANC1 *Brasserie KRONENBOURG*
Distillerie LEHMANN



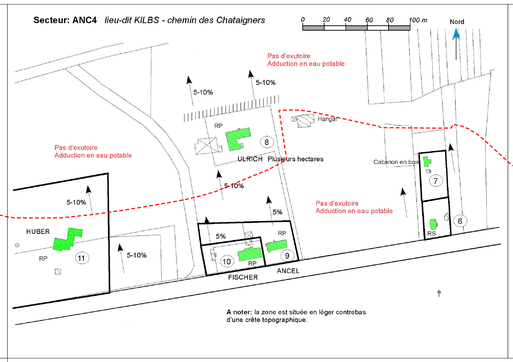
Secteur: ANC2 Installations agricoles MATTER-HARPFFER (élevage de chevaux)



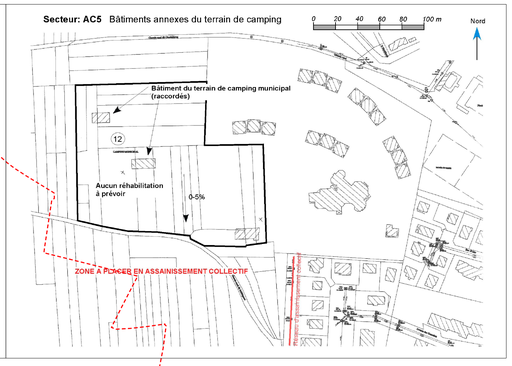
Secteur: ANC3 Club-canin + Maison d'habitation de M. BODOT



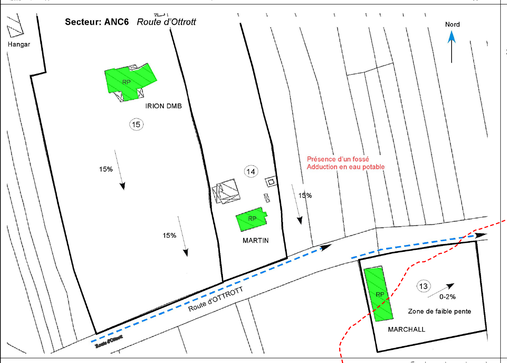
Secteur: ANC4 *lieu-dit KILBS - chemin des Chataigners*



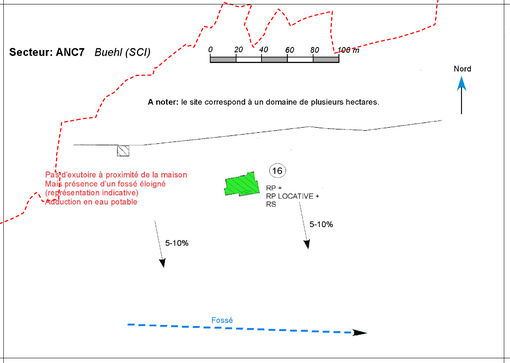
Secteur: AC5 Bâtiments annexes du terrain de camping



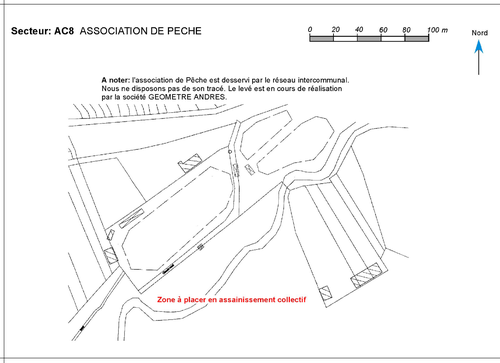
Secteur: ANC6 *Route d'Ottrott*



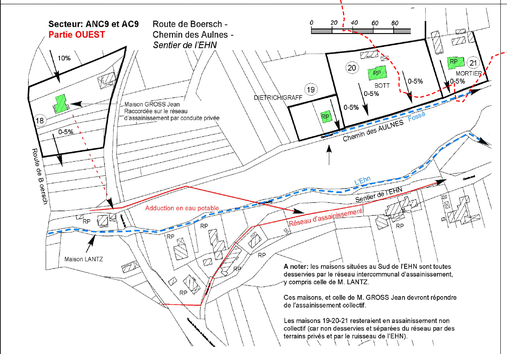
Secteur: ANC7 *Buehl (SCI)*



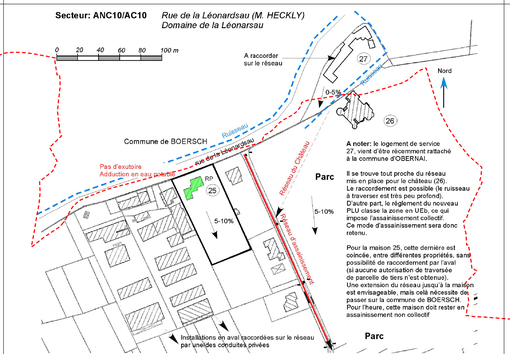
Secteur: AC8 ASSOCIATION DE PECHE



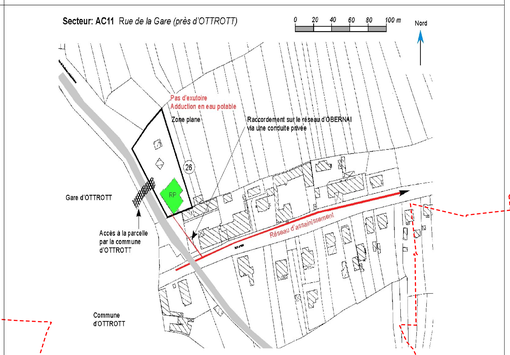
Secteur: ANC9 et AC9 Route de Boersch -
Partie OUEST Chemin des Aulnes -
Sentier de l'EHN



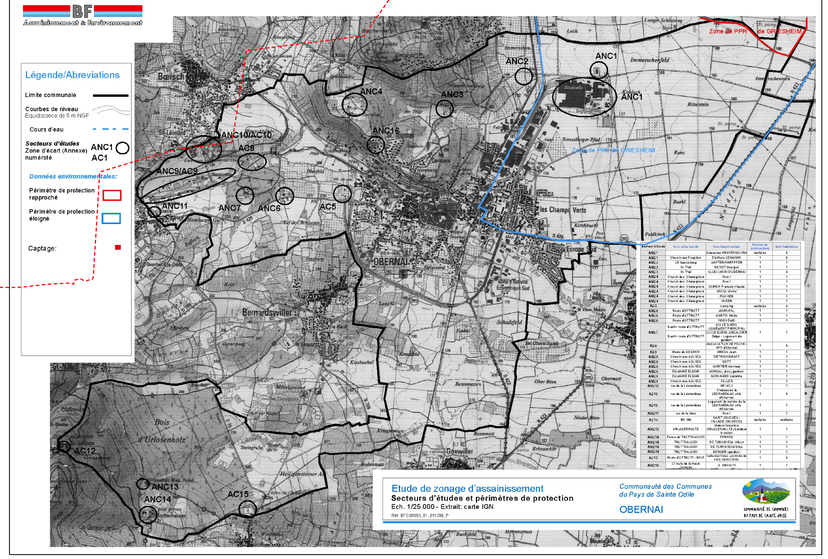
Secteur: ANC10/AC10 *Rue de la Léonardsau (M. HECKLY)*
Domaine de la Léonarsau



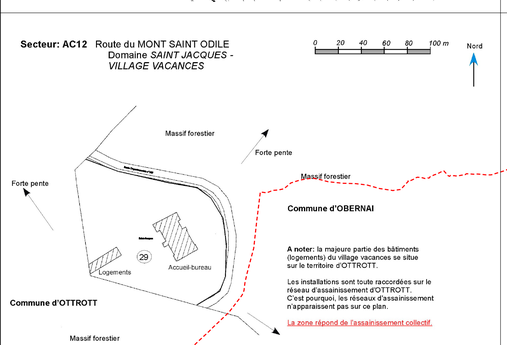
Secteur: AC11 *Rue de la Gare (près d'OTTROTT)*



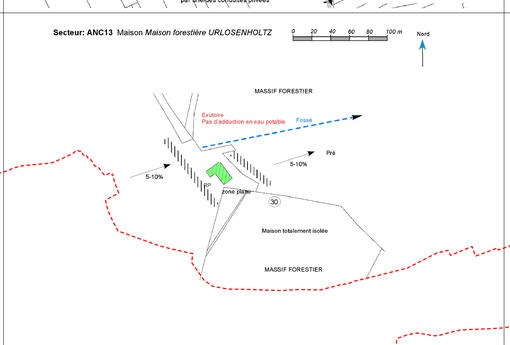
LOCALISATION DES INSTALLATIONS



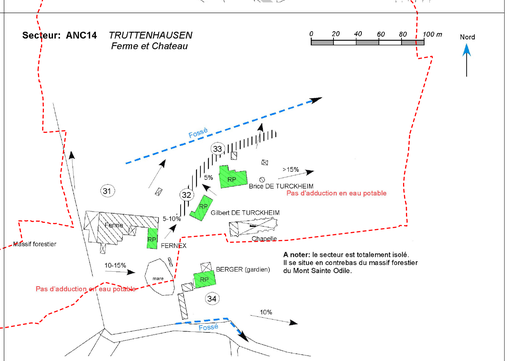
Secteur: AC12 Route du MONT SAINT ODILE
Domaine *SAINT JACQUES -*
VILLAGE VACANCES



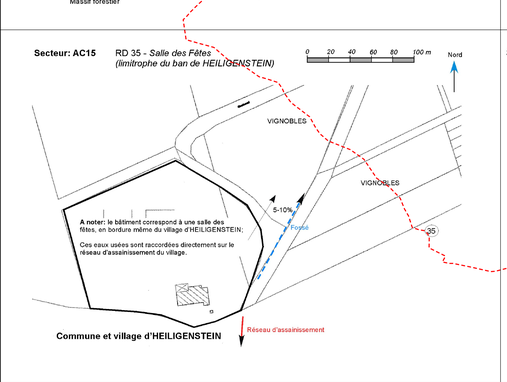
Secteur: ANC13 Maison *Maison forestière URLOSENHOLTZ*



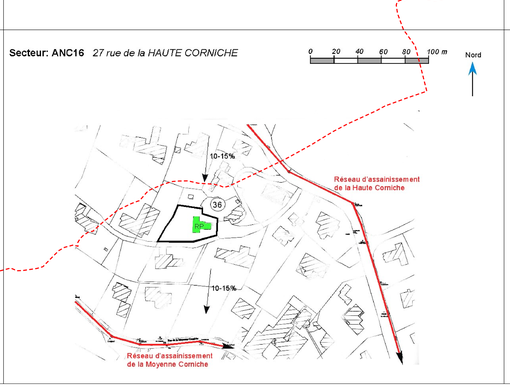
Secteur: ANC14 *TRUTTENHAUSEN*
Ferme et Chateau



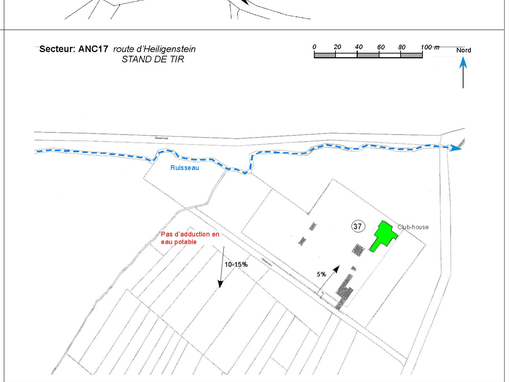
Secteur: AC15 RD 35 - *Salle des Fêtes*
(limitrophe du ban de HEILIGENSTEIN)



Secteur: ANC16 *27 rue de la HAUTE CORNICHE*



Secteur: ANC17 *route d'Heiligenstein*
STAND DE TIR



LEGENDE ANC

MILIEU NATUREL :
- Exutoire (fossé, rivière...)
- Puits

TOPOGRAPHIE :
- Talus
- Orientation des pentes
- 0-5% Valeur estimée

IDENTIFICATION DE L'HABITAT :
- (10) Numéro de l'installation
- RP Résidence principale
- RS Résidence secondaire

SYNTHESE DES CONTRAINTES
- Ass. non collectif possible
- Ass. non collectif possible en amont de la maison
- Ass. non collectif difficile
- Ass. non collectif impossible

LEGENDE GENERALE

- ZONE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
- ZONE D'URBANISATION FUTURE A METTRE EN ASSAINISSEMENT COLLECTIF
- ANC ZONE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF
- ZONE D'ASSAINISSEMENT A ETUDIER
- DELIMITATION DES ZONES ACTUELLEMENT URBANISABLES
- CADASTRE
- RIVIERE
- RESEAU ASSAINISSEMENT

LES TRACES SONT DONNES A TITRE INDICATIF

IND.	NATURE DES MODIFICATIONS	AUT.	DATE
.	.	.	.
.	.	.	.
.	.	.	.
.	.	.	.
.	.	.	.
.	.	.	.
.	.	.	.
.	.	.	.
.	.	.	.
1	PLAN DE PREZONAGE N °2	A.Le.	06.04.09
0	N :\ DGN \ OBERNAI \ 8480701 \ ETP \ A0 Zonage_OBERNAI Détails.dgn	A.Le.	05.04.07

Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile

ECH : 1/4000

ASSISTANT AU MAITRE D'OUVRAGE :
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET - SUBDIVISION DE SELESTAT -
Place Saint Georges
67600 SELESTAT
Tel : 03.88.58.87.10.
Fax : 03.88.58.87.11.

MANDATAIRE :
BF Assainissement & Environnement
11 rue du Colonel CADE
68320 HOLTZWIHR
Tel : 03.89.47.48.08.
Fax : 03.89.47.48.08.
bf-assainissement@wanadoo.fr

B2000 INGENIERIE
Groupe SNC LAVALIN
3 place du Capitaine Dreyfus
68 000 COLMAR
Tél. : 03.89.73.29.00 - Fax : 03.89.73.29.15
b2000.ingenierie@snclavalin.com
www.b2000ingenierie.fr

CE DOCUMENT EST LA PROPRIETE DE B2000 INGENIERIE
Il ne peut être reproduit ou cédé sans l'autorisation de son auteur.
Il n'engage la responsabilité de B2000 INGENIERIE que s'il est muni du cachet et de la signature originale.

ETABLI PAR : A.Le.	VERIFIE PAR : C.G.
Affaire n° :	848.07.01. B2000 INGENIERIE
N° document :	18 ETP 00
Date :	06.04.09 J-L. FONTAINE

Obernai

MAIRIE D'OBERNAI
Place du Marché
67210 OBERNAI
Tel : 03.88.49.95.95.
Fax : 03.88.49.90.83

ETUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

PLAN DE PREZONAGE N°2
- DETAILS DES INSTALLATIONS -

ETP

Accusé de réception en préfecture
067-246701080-20240621-ARR2024-08-AR
Date de télétransmission : 27/06/2024
Date de réception préfecture : 27/06/2024

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE SAINTE ODILE

36-38 rue du Maréchal Koenig CS 50085
67213 OBERNAI CEDEX

ARRETE INTERCOMMUNAL N° 2024/08

PORTANT MODIFICATION DU REGLEMENT GENERAL DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE SAINTE ODILE

Le Président de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile,

VU la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale dite « Loi Chevènement »,

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de la commande publique,

VU le Code de la Santé Publique,

VU le Code de l'environnement,

VU l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5,

VU les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile approuvés par arrêté préfectoral en date du 29 décembre 2017 et modifiés par l'arrêté préfectoral du 25 juin 2021,

VU la délibération du Conseil de Communauté de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile n° 2018/05/14 portant majoration de la redevance assainissement en cas de non-conformité des installations en date du 26 septembre 2018,

VU la délibération du Conseil de Communauté de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile n° 2024/02/04 du 22 avril 2024 portant choix de la Société SUEZ EAU FRANCE en qualité de délégataire de service public pour l'exploitation par affermage de l'assainissement,

VU le projet de contrat de délégation de service public pour l'exploitation par affermage de l'assainissement à souscrire entre la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile et la Société SUEZ EAU FRANCE pour la période 2024-2035 et notamment son annexe relative au

Accusé de réception en préfecture
067-246701080-20240621-ARR2024-08-AR
Date de télétransmission : 27/06/2024
Date de réception préfecture : 27/06/2024

règlement de l'assainissement collectif joint à la présente délibération,

CONSIDERANT que les conditions d'exploitation du service public ont évolué et entraînent, par voie de conséquence, une modification du règlement de service,

ARRÊTE

Les modifications du règlement général du service de l'assainissement collectif portent sur les points suivants :

1. Uniformisation des dispositions du chapitre intitulé « dispositions générales »

Afin d'améliorer la lisibilité du règlement général du service de l'assainissement collectif (SPAC) et de favoriser sa compréhension à l'égard des usagers, le chapitre 1 intitulé « Dispositions générales » a été clarifié.

Désormais, ce chapitre explicite :

- L'objet du SPAC,
- Les droits et obligations des usagers, de l'exploitant et de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile compte tenu de la spécificité du service,
- Le champ d'application matériel et organique du règlement,
- La définition des notions techniques s'appliquant au service public de l'assainissement collectif,
- Identification de l'exploitant du SPAC sur le territoire de la CCPO,
- Les caractéristiques des eaux admises au déversement (système séparatif et système unitaire) et la gestion intégrée des eaux pluviales à la parcelle,
- Les déversements interdits,
- Les pénalités applicables en cas de non-respect de l'article L 1331-1 du Code de la Santé Publique :
    - Majoration de la redevance assainissement dans une proportion de 100% fixée par l'assemblée délibérante de la CCPO,
    - Exécution d'office des travaux indispensables aux frais de l'intéressé et après mise en demeure conformément à l'article L. 1331-6 du Code de la Santé Publique au titre des pouvoirs de police du Maire du lieu d'implantation de l'installation d'assainissement collectif.

2. Clarification des dispositions applicables au rejet des eaux usées domestiques

Le chapitre relatif aux eaux usées domestiques a fait l'objet de modifications afin d'en améliorer sa compréhension à l'égard des usagers.

Les éléments suivants ont été précisés :

- La définition des eaux usées domestiques,
- La définition des eaux usées assimilables à des eaux domestiques,
- La définition des eaux usées autres que domestiques,
- L'obligation de l'intéressé de procéder à une demande de raccordement au réseau public d'assainissement collectif dès lors que l'immeuble a accès à ce réseau,

Accusé de réception en préfecture
067-246701080-20240621-ARR2024-08-AR
Date de télétransmission : 27/06/2024
Date de réception préfecture : 27/06/2024

- L'application éventuelle d'une pénalité au propriétaire de l'immeuble tant que le raccordement au réseau public n'est pas effectif, ou, sous certaines conditions, de se doter d'un assainissement non collectif conforme,
- La facturation et le paiement des frais d'établissement des branchements par l'exploitant. L'exploitant a l'exclusivité de réalisation des branchements hors programme collectif public ou privé.
- Le champ d'application de la redevance assainissement et les exonérations applicables conformément à la règlementation en vigueur telles que les consommations d'eau prélevées sur les installations sur domaine public pour les besoins stricts des services de lutte contre l'incendie et les volumes d'eau utilisés pour l'irrigation et l'arrosage des jardins.

3. Clarification des prescriptions applicables au rejet des eaux usées assimilables à un usage domestique

Compte tenu de la spécificité du régime spécifique applicable au rejet des eaux usées assimilables à un usage domestique et afin de sensibiliser les établissements susceptibles de rejeter de telles eaux, il a été décidé d'apporter une disposition relative aux pénalités applicables en cas de méconnaissance des dispositions applicables au rejet des eaux usées assimilables à un usage domestique (non-respect des prescriptions techniques, déversements interdits, etc.) conformément à l'article L.1331-8 du Code de la Santé Publique qui prévoit une majoration de la redevance assainissement dans une proportion de 100% fixée par l'assemblée délibérante de la CCPO.

4. Clarification des prescriptions applicables au rejet des eaux usées non domestiques

Le suivi et la maîtrise des rejets des eaux usées dans le réseau public d'assainissement est une des missions de la CCPO qui est notamment chargée de délivrer des autorisations de rejet des eaux usées non domestiques (et des eaux usées assimilées à un usage domestique) pour les établissements souhaitant se raccorder au réseau collectif.

Au regard de l'impératif de protection de l'environnement et de la salubrité publique, il a été décider d'expliciter le régime applicable au rejet des eaux usées non domestiques et notamment les pénalités applicables en cas de non-respect de la règlementation en vigueur.

Ainsi, il a été ajouté un article intitulé « pénalités en cas d'insuffisance ou d'absence de prétraitement » qui dispose qu'en cas d'insuffisance ou d'absence des installations de prétraitement, la Collectivité se réserve le droit de faire application des dispositions de l'article L1331-10 du Code de la Santé Publique. Ainsi, le propriétaire de l'établissement soumis à l'installation de prétraitement peut être astreint à la majoration de la redevance assainissement dans la limite de 100%.

5. Obligation du Délégataire

- Les travaux d'entretien, de réparations et de renouvellement du branchement public sont à la charge de l'Exploitant du service et de la collectivité pour les branchements de plus de 15 ml.
- Les travaux de mise à niveau et le changement si nécessaire des tampons de regards de voirie.
- L'entretien des réseaux pluviaux et de leurs équipements (siphon, séparateur hydrocarbure, dessableur…).
- Le curage annuel d'au moins 10% des réseaux d'eaux usées et des réseaux d'eaux pluviales.
- Campagnes de recherche des eaux claires parasites dans le réseau d'assainissement unitaire.

Accusé de réception en préfecture
067-246701080-20240621-ARR2024-08-AR
Date de télétransmission : 27/06/2024
Date de réception préfecture : 27/06/2024

6. Clarification des prescriptions applicables à la gestion des eaux pluviales

Le principe général applicable est la gestion à la parcelle des eaux pluviales. La collectivité n'a pas d'obligation de collecte des eaux pluviales issues des propriétés privées. Les eaux pluviales sont gérées « à la parcelle ». A cette fin, les eaux pluviales sont :

1) Totalement infiltrées sur le terrain ;
2) Par défaut, au maximum infiltrées sur le terrain avec en complément un rejet à débit limité dans un cours d'eau situé sur le terrain d'assiette du projet ;
3) Par dérogation, au maximum infiltrées sur le terrain avec en complément, et sous réserve de l'autorisation de la Collectivité, un rejet à débit limité dans le réseau public d'assainissement.

7. Renforcement du contrôle des installations privatives

Aux termes de l'article L.1331-4 du Code de la Santé Publique, la collectivité compétente en matière d'assainissement a l'obligation de contrôler les parties privatives amenant les eaux usées jusqu'au branchement et a la faculté de vérifier le maintien en bon fonctionnement de ces parties privatives.

Ainsi et au regard des dispositions susmentionnées, il a été décidé de mettre en exergue la faculté pour l'exploitant de contrôler la conformité d'exécution des réseaux privés par rapport aux règles de l'art, des prescriptions établies lors de l'instruction des demandes d'urbanisme, ainsi que celles des branchements définis dans le règlement.

L'Exploitant du service est seul habilité à mettre en service le branchement après avoir vérifié la conformité des installations privatives.

L'Exploitant du service doit pouvoir contrôler à tout moment que les installations privées remplissent bien les conditions requises. Dans le cas où des défauts sont constatés, la mise en conformité est à la charge du propriétaire qui exécutera les travaux de mise en conformité par une entreprise de son choix.

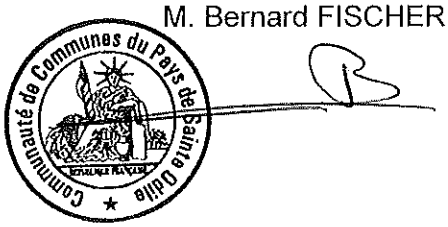
Les contrôles de conformité des installations privées, effectués par l'Exploitant du Service à la demande des propriétaires ou de leurs notaires dans le cadre d'une mutation de propriété, sont facultatifs car la réglementation ne les oblige pas.
Ils sont facturés au demandeur selon le tarif indiqué en annexe au présent règlement de service.

Les tarifs appliqués sont fixés par le contrat liant l'Exploitant et la Collectivité. Ils sont évolutifs selon la formule de révision spécifiée dans le règlement de service.

Accusé de réception en préfecture
067-246701080-20240621-ARR2024-08-AR
Date de télétransmission : 27/06/2024
Date de réception préfecture : 27/06/2024

Travaux d'installation, suppression ou modification de branchement	
Travaux d'installation et mise en service du branchement assainissement	Sur devis
Suppression ou modification du branchement	Sur devis
Mise en service d'un nouveau branchement assainissement (si travaux de branchement non réalisés par le délégataire)	
Mise en service du branchement assainissement avec contrôle des installations privées comprenant le compte rendu de visite	160 €
Contre-visite comprenant le PV de visite	80 €
Contrôle de conformité du dispositif d'assainissement à la demande du propriétaire ou, dans le cadre d'une mutation de propriété, de son notaire	
Attestation de raccordabilité au réseau d'assainissement collectif	50 €
Contrôle de conformité du branchement et des installations privées comprenant le compte rendu de visite	160 € pour une unité de logement et sur devis si plusieurs logements
Contre-visite pour contrôle de la mise en conformité comprenant le PV de visite	80 €
Diverses interventions	
Désobstruction de la partie publique du branchement du fait de la négligence du client	Frais engagés par l'Exploitant et/ou la Collectivité
Inspection télévisuelle d'un réseau privé avant connexion ou intégration au réseau public, incluant la remise d'un rapport complet d'inspection à la Collectivité et au demandeur et l'intégration des données dans le SIG	Frais fixe par chantier de 150€ + prix supplémentaire au mètre linéaire inspecté selon bordereau de prix au contrat
Forfait pour la réalisation d'un bilan complet de contrôle des rejets industriels	Tarif et conditions de facturation selon convention de rejet signé par le client industriel
Forfait déplacement au domicile du client à sa demande ou en exécution du règlement de service pour toute intervention autre que celles spécifiquement prévues dans le présent annexe	52 €
Intervention en dehors des heures ouvrées du service à la demande de l'abonné	Application d'une augmentation de 25% aux présents tarifs
Pénalités et infractions au règlement	
Majoration légale de la redevance assainissement à défaut de paiement à l'expiration d'un délai de 30 jours suivant l'envoi d'une mise en demeure, mise en demeure envoyée à défaut de paiement dans un délai de trois mois	25%
Pénalité pour rejet du moyen de paiement (TIP, chèque ou prélèvement) hormis pour les clients exonérés selon la réglementation en vigueur (pénalité par rejet)	2,50 €
Pénalité pour occupant absent malgré confirmation de RDV	55 €

ARRETE N°2024/08,
Fait à OBERNAI, le 21/06/2024
Le Président,
M. Bernard FISCHER



Accusé de réception en préfecture
067-246701080-20240621-ARR2024-08-AR
Date de télétransmission : 27/06/2024
Date de réception préfecture : 27/06/2024

Ampliation :

- **Madame la Sous-Préfète de l'Arrondissement de Sélestat-Erstein**
- **Madame, Messieurs les Maires de Bernardswiller, Innenheim, Krautergersheim, Meistratzheim, Niedernai et Obernai,**
- **Le délégataire SUEZ EAU FRANCE**

Envoyé au contrôle de légalité le : 27 JUIN 2024

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa publication éventuellement au moyen d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
067-246701080-20240621-ARR2024-09-AR
Date de télétransmission : 27/06/2024
Date de réception préfecture : 27/06/2024

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE SAINTE ODILE

36-38 rue du Maréchal Koenig CS 50085
67213 OBERNAI CEDEX

ARRETE INTERCOMMUNAL N° 2024/09

PORTANT MODIFICATION DU REGLEMENT GENERAL DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE SAINTE ODILE

Le Président de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile,

VU la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale dite « Loi Chevènement »,

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de la commande publique,

VU le Code de la Santé Publique,

VU le Code de l'Environnement,

VU les dispositions de l'article L.2224-8 III du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile approuvés par arrêté préfectoral en date du 29 décembre 2017 et modifiés par l'arrêté préfectoral du 25 juin 2021,

VU la délibération du Conseil de Communauté de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile n°2015/03/11 du 24 juin 2015, portant création du service d'assainissement non collectif,

VU la délibération du Conseil de Communauté de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile n° 2024/02/04 du 22 avril 2024 portant choix de la Société SUEZ EAU FRANCE en qualité de délégataire de service public pour l'exploitation par affermage de l'assainissement,

VU le projet de contrat de délégation de service public pour l'exploitation par affermage de l'assainissement à souscrire entre la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile et la Société SUEZ EAU FRANCE pour la période 2024-2035 et notamment son annexe relative au

Accusé de réception en préfecture
067-246701080-20240621-ARR2024-09-AR
Date de télétransmission : 27/06/2024
Date de réception préfecture : 27/06/2024

règlement de l'assainissement collectif joint à la présente délibération,

CONSIDERANT que les conditions d'exploitation du service public ont évolué et entraînent, par voie de conséquence, une modification du règlement de service,

ARRÊTE

Les modifications du règlement général du service de l'assainissement non collectif portent sur les points suivants :

1. LA GESTION COURANTE DU SERVICE

En vertu des dispositions de L'article L.2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, **la personne publique compétente doit assurer le contrôle des installations d'assainissement non collectif pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte.**

Cette mission consiste :

- Dans le cas des installations neuves ou à réhabiliter, en un **examen préalable de la conception** joint, s'il y a lieu, à tout dépôt de demande de permis de construire ou d'aménager et en une vérification de l'exécution. A l'issue du contrôle, est établi un document qui évalue la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires.

- Dans le cas des autres installations, en **une vérification du fonctionnement et de l'entretien**. A l'issue du contrôle, le gestionnaire établit un document précisant les travaux à réaliser pour éliminer les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement.

La périodicité du contrôle doit être déterminée par la personne publique en charge du service sans que cette périodicité ne puisse excéder 10 ans. Il est donc prévu, dans le cadre de la prestation à confier au délégataire, un contrôle d'assainissement.

2. LA LIMITE DES PRESTATIONS

Les dispositions du Code général des collectivités territoriales susmentionnées donnent la possibilité à la personne publique compétente en matière d'assainissement non collectif d'assurer également l'entretien et les travaux de réhabilitation des installations prescrits.
Cependant, eu égard à la technicité du suivi en matière d'entretien et de réhabilitation et au coût supplémentaire supporté par le service qui serait engendré par cette prise de compétence, il est proposé de limiter l'étendue du service d'assainissement non collectif au contrôle obligatoire prévu par les textes.

3. OPPOSABILITE DU REGLEMENT GENERAL DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Le règlement du service définit les obligations mutuelles entre le service public de l'assainissement non collectif (SPANC) et ses usagers qui sont les propriétaires d'immeubles équipés ou à équiper d'un dispositif d'assainissement non collectif. Ce même règlement

Accusé de réception en préfecture
067-246701080-20240621-ARR2024-09-AR
Date de télétransmission : 27/06/2024
Date de réception préfecture : 27/06/2024

s'applique également pour l'entretien de ces dispositifs aux propriétaires ou aux locataires.
La mission de contrôle incombant à l'Exploitant vise à vérifier que les installations d'assainissement non collectif sont conformes au règlement. La mise en conformité éventuelle reste de la responsabilité du propriétaire.
Les modalités sont détaillées dans le règlement du service.
Le présent règlement s'applique sur le territoire de la Communauté.

Le règlement sera opposable dès lors qu'il aura fait l'objet d'une publicité suffisante et qu'il aura été porté par tous les moyens à la connaissance des usagers.

4. MODALITES DE FACTURATION

La facture est destinée à couvrir les charges de chaque contrôle :

- Pour les contrôles de conception, d'implantation et de la bonne exécution des installations neuves ou réhabilitées,
- Pour le contrôle périodique de bon fonctionnement des installations des installations existantes.

La facture est forfaitaire et adressée aux redevables :

- Aux propriétaires pour les visites de conception, de mise en service ou de réhabilitation,
- Aux locataires pour visite de contrôle périodique,

à l'issue de la réalisation de chaque contrôle.
Tous les éléments de la facture sont soumis à la TVA au taux en vigueur.

Les tarifs appliqués sont fixés par le contrat liant l'Exploitant et la Collectivité. Ils sont évolutifs selon la formule de révision spécifiée dans le contrat de DSP.

Accusé de réception en préfecture
067-246701080-20240621-ARR2024-09-AR
Date de télétransmission : 27/06/2024
Date de réception préfecture : 27/06/2024

Tarif de base, en valeur du 1er janvier 2024 :

1. **Prestations**	2. **Montant unitaire € HT au 01/01/2024**
3. **Contrôle des installations neuves ou réhabilitées**	4.
5. A0 - - Au titre du contrôle de la conception des installations neuves ou réhabilitées	6. **125.00**
7. B0 - - Au titre de l'implantation et de la bonne exécution des installations neuves ou réhabilitées	8. **115.00**
9. **Contrôle périodique de bon fonctionnement des installations**	10.
11. E0 - - Au titre du contrôle initial de bon fonctionnement des installations existantes	12. **120.00**
13. C0 - - Au titre du contrôle périodique de bon fonctionnement des installations	14. **106.00**
15. D0 - Au titre du contrôle de bon fonctionnement des installations lors de la vente/acquisition d'une habitation	16. **160.00**
17. F0 - Contre visite des installations	18. **80.00**
19. Pénalité pour occupant absent malgré confirmation de RDV	20. **43.00**
21. Pénalité en cas de refus d'accès par l'usager à ses installations par l'Exploitant	22. Pénalité équivalent au double du montant du contrôle non réalisé
23. Majoration légale de la redevance assainissement non collectif (contrôle périodique) à défaut de paiement à l'expiration d'un délai de 30 jours suivant l'envoi d'une mise en demeure, mise en demeure envoyée à défaut de paiement dans un délai de trois mois	24. 25%

ARRETE N°2024/09,
Fait à OBERNAI, le 21/06/2024
Le Président,
M. Bernard FISCHER

Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile

Accusé de réception en préfecture
067-246701080-20240621-ARR2024-09-AR
Date de télétransmission : 27/06/2024
Date de réception préfecture : 27/06/2024

Ampliation :

- **Madame la Sous-Préfète de l'Arrondissement de Sélestat-Erstein**
- **Madame, Messieurs les Maires de Bernardswiller, Innenheim, Krautergersheim, Meistratzheim, Niedernai et Obernai,**
- **Le délégataire SUEZ EAU France ;**

Envoyé au contrôle de légalité le : 27 JUIN 2024

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa publication éventuellement au moyen d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

LE REGLEMENT DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

L'ESSENTIEL EN 4 POINTS

1. VOTRE CONTRAT

Votre contrat est constitué du présent règlement du Service de l'Assainissement et de vos conditions particulières. Vous pouvez souscrire et résilier votre contrat par internet, téléphone ou courrier. Le règlement de votre première facture confirme votre acceptation des conditions particulières de votre contrat et vaut accusé de réception du présent règlement.

2. LES TARIFS

Les prix du service (abonnement et m3 d'assainissement) sont fixés par la Collectivité. Les taxes et redevances sont déterminées par la loi ou les organismes publics auxquels elles sont destinées.

3. VOTRE FACTURE

La facture est établie sur la base des m3 d'eau potable consommée et peut comprendre un abonnement.

4. LA SECURITE SANITAIRE

Les conditions et modalités de votre raccordement, la conception et l'exécution de vos installations privées, ainsi que le déversement de substances dans le réseau de collecte, sont strictement réglementés. Vous ne devez, en aucun cas, porter atteinte à la salubrité publique, aux ouvrages d'assainissement ni à l'environnement : des sanctions sont attachées au respect de ces obligations.

LES MOTS POUR SE COMPRENDRE

VOUS	désigne le client du Service de l'Assainissement, c'est-à-dire toute personne, physique ou morale tenue de rejeter ou autorisée à rejeter les eaux usées domestiques au sens de la réglementation dans le réseau public d'assainissement.
LA COLLECTIVITE	désigne la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile , organisatrice du Service de l'Assainissement. qui couvre le territoire des communes d'Obernai, Niedernai, Bernardswiller, Innenheim, Krautergersheim, Meistratzheim
L'EXPLOITANT DU SERVICE	désigne l'entreprise SUEZ EAU FRANCE à qui la Collectivité a confié par contrat, la gestion des eaux déversées par les clients dans les réseaux d'assainissement.
LE CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC	désigne le contrat conclu entre la Collectivité et l'Exploitant du service. Il définit les conditions d'exploitation du Service de l'Assainissement.
LE REGLEMENT DU SERVICE	désigne le présent document établi par la Collectivité et adopté par délibération du 22/04/2024. Il définit les obligations réciproques de l'Exploitant du service et du client du service de l'assainissement. En cas de modification des conditions du règlement du service, celles-ci seront portées à la connaissance du client du service de l'assainissement.



1 LE SERVICE

Le Service de l'Assainissement désigne l'ensemble des activités et installations nécessaires à l'évacuation des eaux usées et pluviales (collecte, transport, épuration et service clientèle).

1.1 Les eaux admises

Seules les eaux usées domestiques ou assimilables et les eaux pluviales, sous certaines conditions, peuvent être rejetées dans les réseaux d'assainissement.

On entend par :

- eaux usées domestiques, les eaux usées provenant des cuisines, buanderies, lavabos, salles de bains, toilettes et installations similaires ;
- eaux usées assimilables à des eaux usées domestiques, les eaux usées provenant d'utilisations de l'eau assimilables à un usage domestique et résultant de certaines activités limitativement énumérées en annexe ;
- eaux pluviales ou de ruissellement, les eaux provenant soit des précipitations atmosphériques, soit des arrosages ou lavages des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles…

Selon la nature des réseaux d'assainissement, vos rejets peuvent être collectés de manière séparée (eaux usées domestiques ou assimilables d'une part et eaux pluviales d'autre part) ou groupée.

Les eaux usées autres que domestiques ne peuvent être rejetées dans les réseaux d'assainissement sans autorisation préalable et expresse de la Collectivité délivrée au titre du code de la santé publique.

1.2 Les engagements de l'Exploitant

En collectant vos eaux usées, l'Exploitant du service s'engage à :

- **offrir une assistance technique 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour répondre aux urgences survenant sur le réseau public ;**
- **respecter les horaires de rendez- vous fixés à votre domicile ;**
- **étudier et réaliser rapidement l'installation d'un nouveau branchement d'assainissement.**

L'Exploitant du service met à votre disposition un service clientèle dont les coordonnées figurent sur la facture pour répondre à toutes vos demandes ou questions relatives au service.

1.3 Le règlement des réclamations

En cas de réclamation, vous pouvez contacter le service clientèle de l'Exploitant du service par tout moyen mis à votre disposition (internet, téléphone, courrier). Si la réponse ne vous satisfait pas, vous pouvez adresser une réclamation écrite à l'adresse indiquée dans votre contrat d'abonnement pour demander que votre dossier soit examiné.

1.4 Le règlement des litiges de consommateur : la médiation de l'eau

Si vous avez écrit à l'adresse indiquée dans votre contrat d'abonnement et si dans le délai de deux mois aucune réponse ne vous est adressée ou que la réponse obtenue ne vous donne pas satisfaction, vous pouvez saisir le Médiateur de l'eau pour rechercher une solution de règlement à l'amiable à votre litige.

Médiation de l'eau
BP 40 463/75366 Paris Cedex 08
contact@mediation-eau.fr
(Informations disponibles sur www.mediation-eau.fr)

1.5 La juridiction compétente

Les tribunaux civils de votre lieu d'habitation ou du siège de l'Exploitant du service sont compétents pour tout litige qui vous opposerait à votre service d'assainissement. Si l'assainissement relève de l'exploitation de votre commerce, le tribunal de commerce est compétent.

1.6 Les règles d'usage du service

En bénéficiant du Service de l'Assainissement, vous vous engagez à respecter les règles de salubrité publique et de protection de l'environnement.

D'une manière générale, ces règles vous interdisent de déverser dans les réseaux toute substance pouvant :

- causer un danger au personnel d'exploitation ;
- dégrader les ouvrages de collecte et d'épuration ou gêner leur fonctionnement ;
- créer une menace pour l'environnement.

En particulier, vous ne pouvez raccorder sur votre branchement les rejets d'une autre propriété que la vôtre ni rejeter :

- le contenu ou les effluents des fosses septiques et des fosses fixes ;
- les effluents issus de l'activité agricole (lisiers, purins et nettoyages de cuves…), les déchets solides tels que les ordures ménagères, y compris après broyage ;
- les huiles usagées, les graisses ;

- les hydrocarbures, solvants, peintures, acides, bases, cyanures, sulfures, et tous métaux lourds… ;
- les engrais, désherbants, produits contre les nuisibles ;
- les lingettes de quelque nature que ce soit ;
- les produits radioactifs.

Vous vous engagez également à respecter les conditions d'utilisation des installations mises à votre disposition.

Ainsi, vous ne pouvez y déverser :

- des eaux de source ou des eaux souterraines, en particulier lorsqu'elles ont été utilisées dans des installations de traitement thermique ou de climatisation ;
- des eaux de vidange de piscines ou bassins de natation sans autorisation préalable de l'Exploitant du service.

Vous ne pouvez pas non plus rejeter des eaux usées dans les ouvrages destinés à évacuer les eaux pluviales et réciproquement.

Le non-respect de ces conditions peut entraîner la mise hors service du branchement après l'envoi d'une mise en demeure restée sans effet dans le délai fixé.

Dans le cas de risque pour la santé publique ou d'atteinte grave à l'environnement, la mise hors service du branchement peut être immédiate pour protéger les intérêts des autres clients ou faire cesser un délit.

Tout manquement à ces règles peut donner lieu à des poursuites civiles et/ou pénales.

1.7 Les interruptions du service

L'exploitation du Service de l'Assainissement peut nécessiter des interventions sur les installations de collecte des eaux entraînant une interruption du service.
Dans toute la mesure du possible, l'Exploitant du service vous informe des interruptions du service quand elles sont prévisibles (travaux de réparations ou d'entretien), au plus tard 48 heures avant le début de l'interruption.
L'Exploitant du service ne peut être tenu pour responsable d'une perturbation ou d'une interruption dans l'évacuation des eaux due à des travaux de réparation urgents non prévus à l'avance ou à un cas de force majeure (Exemples : inondations ou autres catastrophes naturelles sont susceptibles de constituer des évènements de force majeure s'ils en réunissent les conditions).

1.8 Les modifications du service

Dans l'intérêt général, la Collectivité peut modifier le réseau de collecte. Dès lors que les conditions de collecte sont modifiées et qu'il en a connaissance, l'Exploitant du service doit vous avertir, sauf cas de force majeure, des conséquences correspondantes.



2 VOTRE CONTRAT

Pour bénéficier du Service de l'Assainissement, vous devez souscrire auprès de l'Exploitant du service un contrat dit « de déversement ».

2.1 La souscription du contrat

Le contrat de déversement peut être souscrit par le propriétaire, le locataire ou l'occupant de bonne foi, ou le syndicat des copropriétaires représenté par son syndic.

Pour souscrire un contrat, il vous suffit d'en faire la demande par écrit (internet ou courrier) ou par téléphone auprès du service clientèle de l'Exploitant du service.

Vous devez déclarer, auprès du service clientèle de l'Exploitant du service, la nature de l'activité exercée dans la propriété raccordée lorsqu'elle est susceptible d'avoir des conséquences sur la qualité des eaux rejetées. Les informations que vous donnerez seront réputées sincères et pourront faire l'objet d'un contrôle par l'Exploitant du service.
De même, en cas de changement d'activité, vous êtes tenu d'en informer l'Exploitant du service.

Lorsque les Services de l'Eau et de l'Assainissement sont confiés à un même exploitant, la souscription du contrat d'abonnement au Service de l'Eau entraîne en règle générale la souscription automatique du contrat de déversement.

L'assainissement des eaux usées domestiques étant obligatoire, vous n'êtes jamais fondé à vous prévaloir d'une quelconque absence de souscription d'un contrat de déversement auprès de l'Exploitant du service – en violation des alinéas qui précèdent – pour nier l'existence d'un contrat entre ledit exploitant et vous-même.
Le Contrat prend effet à la date du premier rejet d'eaux usées domestiques dans le réseau public d'assainissement pour expirer à la date la plus tardive entre la date de la résiliation du contrat de déversement dans les conditions de l'article 2.2 qui suit ou celle du dernier rejet de votre fait dans le réseau public d'assainissement.

Le contrat de déversement des eaux non domestiques et des eaux assimilables aux eaux domestiques est formé dans les conditions prescrites par la réglementation en vigueur et rappelées dans le texte du présent règlement (art.4.1).
Le règlement de votre première facture confirme l'acceptation des conditions particulières de votre contrat et vaut accusé de réception du présent règlement.

2.2 La résiliation du contrat

Votre contrat est souscrit pour une durée indéterminée.

Lorsque vous décidez d'y mettre fin, vous devez le résilier soit par écrit (internet ou courrier) soit par téléphone, auprès du service clientèle de l'Exploitant du service en indiquant le relevé du compteur d'eau. Si celui-ci est cohérent, la facture d'arrêt de compte, établie à partir de ce relevé vous est adressée.

Cette résiliation ne peut intervenir tant que votre installation rejette des eaux dans le réseau de collecte.

A défaut de résiliation, vous pouvez être tenu au paiement des prestations d'assainissement fournies après votre départ.

Lorsque les Services de l'Eau et de l'Assainissement sont confiés à un même exploitant, la résiliation du contrat d'abonnement au Service de l'eau entraîne en règle générale la résiliation automatique du contrat de déversement avec la même date d'effet.

L'Exploitant du service peut pour sa part résilier votre contrat :

- si vous ne respectez pas les règles d'usage du service
- si vous n'avez effectué aucune démarche auprès du Service de l'Assainissement dans les 6 mois qui suivent la mise hors service du branchement.

2.3 Si vous habitez un immeuble collectif

Quand un contrat d'individualisation de la fourniture d'eau a été conclu pour votre immeuble avec l'Exploitant du service de l'eau, vous devez souscrire un contrat individuel au Service de l'Assainissement.

Si le contrat d'individualisation est résilié, les contrats individuels le sont aussi de plein droit et le propriétaire ou le syndicat des copropriétaires souscrit alors, pour l'immeuble, un contrat unique au Service de l'Assainissement.

2.4 La protection de vos données

Les indications fournies dans le cadre de votre contrat font l'objet d'un traitement informatisé par l'Exploitant du service aux fins de gestion de votre contrat d'abonnement et du Service de l'Assainissement.

Leur destination, leur usage et leur durée de conservation sont précisés dans la mention du Règlement Général de Protection des Données (RGPD) indiquée dans les conditions particulières de votre contrat et dans conditions générales d'utilisation du site internet de l'Exploitant du service.

Vous bénéficiez du droit d'accès, de rectification, de suppression, de portabilité, de limitation, d'opposition au traitement de vos données, prévu par la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée en application du RGPD entré en vigueur le 25 mai 2018. Ce droit s'exerce soit en vous connectant à votre espace client sur internet, par email ou par courrier aux adresses indiquées dans la mention du RGPD (voir les conditions particulières de votre contrat, les conditions générales d'utilisation du site internet ou au bas de tout email de l'Exploitant du service) en précisant vos nom, prénom, adresse et en joignant une copie recto-verso de votre pièce d'identité.

Vous pouvez par ailleurs faire toute réclamation auprès de la CNIL.

De plus, nous vous rappelons que lorsque vous communiquez vos données téléphoniques, vous disposez du droit de vous inscrire sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique. Pour plus de renseignements, vous pouvez consulter le site www.bloctel.gouv.fr.



3 VOTRE FACTURE

En règle générale, le Service de l'Assainissement est facturé en même temps que le Service de l'Eau. Votre facture est calculée sur la base de votre consommation d'eau.

3.1 La présentation de la facture

Le Service de l'Assainissement est facturé sous la forme d'une redevance dite « redevance d'assainissement », figurant sous la rubrique « Collecte et traitement des eaux usées » de votre facture.

La redevance d'assainissement comprend une part revenant à l'Exploitant du service et, le cas échéant, une part revenant à la Collectivité. Elle couvre l'ensemble des frais de fonctionnement du Service de l'Assainissement (collecte et épuration), et des charges d'investissement.
Les montants facturés se décomposent en une part fixe (abonnement) et une part variable. La part variable est calculée en fonction des volumes d'eau prélevés sur le réseau public de distribution d'eau.

Si vous êtes alimenté en eau, totalement ou partiellement, à partir d'une ressource qui ne relève pas du service public (puits, forage ou installation de réutilisation des eaux de pluie), vous êtes tenu d'en faire la déclaration en Mairie et d'en avertir l'Exploitant du service. Vous devez en particulier indiquer les usages effectués à partir de cette ressource en eau ainsi qu'une évaluation des volumes utilisés. Dans ce cas, la redevance d'assainissement applicable à vos rejets est calculée :

- soit par mesure directe au moyen de dispositifs de comptage posés et entretenus à vos frais ;
- soit sur la base de critères définis par la Collectivité et permettant d'évaluer les volumes prélevés.

La rubrique « organismes publics » mentionnée sur la facture distingue les sommes perçues pour le compte d'autres organismes (Agence de l'eau...).

Tous les éléments de votre facture sont soumis à la TVA au taux en vigueur.

La présentation de la facture est adaptée en cas de modification de la réglementation en vigueur.

3.2 L'actualisation des tarifs

Les tarifs appliqués sont fixés et actualisés :

- selon les termes du (des) contrat(s) de délégation de service public pour la part revenant à l' Exploitant du service ;
- par décision de la (des) Collectivité(s), pour la part qui lui (leur) est destinée ;
- sur notification des organismes pour les redevances leur revenant.

Si de nouveaux frais, droits, taxes, redevances ou impôts étaient imputés au Service de l'Assainissement, ils seraient répercutés de plein droit sur votre facture.

La date d'actualisation des tarifs pour la part revenant à l'Exploitant du service est au plus tard celle du début d'une période de consommation d'eau.

Vous êtes informé au préalable des changements significatifs de tarifs ou au plus tard, à l'occasion de la première facture appliquant le nouveau tarif. Les tarifs sont tenus à votre disposition par l'Exploitant du service.

3.3 Les modalités et délais de paiement

Le paiement doit être effectué avant la date limite et selon les modalités indiquées sur la facture. Aucun escompte n'est appliqué en cas de paiement anticipé.

Votre facture comprend un abonnement (ou part fixe) payable d'avance. En cas de période incomplète (début ou fin d'abonnement en cours de période de consommation), il vous est facturé ou remboursé prorata-temporis.

Votre consommation (part variable) est facturée à terme échu. Pour chaque période sans relevé, le volume facturé est estimé à partir de la consommation annuelle précédente ou, à défaut, des informations disponibles.

Lorsque la redevance d'assainissement est facturée par le Service de l'Eau sur une même facture, les conditions de paiement sont celles applicables à la facture d'eau.

En cas de difficultés de paiement du fait d'une situation de précarité, vous êtes invité à en faire part à l'Exploitant du service sans délai, pour obtenir les renseignements utiles à l'obtention d'une aide financière, en application de la réglementation en vigueur.

En cas d'erreur dans la facturation, vous pouvez bénéficier après étude des circonstances :

- d'un paiement échelonné si votre facture a été sous-estimée ;
- d'un remboursement ou d'un avoir à votre choix, si votre facture a été surestimée.

3.4 En cas de non-paiement

En cas de non-paiement à la date limite, un courrier vous est adressé par l'Exploitant. Ce courrier rappelle la possibilité de saisir les services sociaux si vous estimez que votre situation relève des dispositions règlementaires en vigueur du fait d'une situation de précarité.

Les professionnels sont redevables de l'indemnité forfaitaire telle que définie par la loi.

A défaut de paiement dans un délai de trois mois, la redevance d'assainissement est majorée de 25% dans les 30 jours qui suivent l'envoi d'une mise en demeure.

En cas de non-paiement, l'Exploitant du service poursuit le règlement des factures par toutes voies de droit.

3.5 Les cas d'exonération ou de réduction

Vous pouvez bénéficier d'exonération ou de réduction :

- si vous disposez de branchements spécifiques en eau potable pour lesquels vous avez souscrit auprès du Service de l'Eau des contrats particuliers (irrigation, arrosage, ...) excluant tout rejet d'eaux usées,
- en cas de fuite dans les conditions prévues par la réglementation.



4 LE RACCORDEMENT

On appelle « raccordement » le fait de relier des installations privées de collecte des eaux usées et/ou pluviales au réseau public.

4.1 Les obligations

- **pour les eaux usées domestiques**

Le raccordement au réseau public d'assainissement est obligatoire dans un délai de deux ans à compter de la date de mise en service de ce réseau.

Ce raccordement peut se faire soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage.
Dès la mise en service du réseau, tant que les installations ne sont pas raccordées, le propriétaire peut être astreint par décision de la Collectivité au paiement d'une somme équivalente à la redevance d'assainissement.

Au terme du délai de deux ans impartis, si les installations ne sont toujours pas raccordées, cette somme équivalente à la redevance d'assainissement peut être majorée, par décision de la Collectivité, dans la limite de 400%.

Si la mise en œuvre des travaux de raccordement se heurte à des obstacles techniques sérieux et si le coût de mise en œuvre est démesuré, vous pouvez bénéficier d'une dispense de raccordement par dérogation expresse de la Collectivité.

Dans ce cas, la propriété doit être équipée d'une installation d'assainissement non collectif (autonome) réglementaire.

➢ **pour les eaux usées assimilables à des eaux usées domestiques**

Lorsque votre activité implique des utilisations de l'eau assimilables à des usages domestiques, vous pouvez demander le raccordement de vos locaux professionnels au réseau public d'assainissement conformément aux dispositions prévues en annexe.

En cas d'acceptation de votre demande, le Service de l'assainissement vous indique :

- les règles et prescriptions techniques applicables à votre activité que vous devrez respecter
- les caractéristiques de l'ouvrage de raccordement, y compris les prétraitements éventuels et les volumes acceptés ;
- le montant éventuel de la contribution financière ou du remboursement des frais de raccordement.

➢ **pour les eaux usées autres que domestiques**

Le raccordement de vos locaux professionnels au réseau public d'assainissement est soumis à l'obtention obligatoire et préalable d'une autorisation de la Collectivité au titre de l'article L1331-10 du Code de la Santé Publique. La délivrance de cette autorisation n'est pas obligatoire et dépend d'un examen attentif de votre demande qui doit démonter la comptabilité de vos rejets avec les ouvrages d'assainissement et l'absence d'impact sur le milieu aquatique. L'arrêté d'autorisation délivré par la Collectivité peut prévoir des conditions techniques et financières adaptées à chaque cas. Il peut notamment imposer la mise en place de dispositifs de prétraitement dans vos installations privées.

➢ **pour les eaux pluviales**

Le principe général applicable est la gestion à la parcelle des eaux pluviales. La collectivité n'a pas d'obligation de collecte des eaux pluviales issues des propriétés privées. Vous devez gérer vos eaux pluviales « à la parcelle ». A cette fin, les eaux pluviales sont :

1. Totalement infiltrées sur le terrain ;
2. Par défaut, au maximum infiltrées sur le terrain avec en complément un rejet à débit limité dans un cours d'eau situé sur le terrain d'assiette du projet ;
3. Par dérogation, au maximum infiltrées sur le terrain avec en complément, et sous réserve de l'autorisation de la Collectivité, un rejet à débit limité dans le réseau public d'assainissement

4.2 La demande de raccordement

La demande doit être effectuée par le propriétaire ou le syndicat des copropriétaires auprès de la Collectivité.

Le raccordement effectif est réalisé sous condition de conformité des installations privées par l'Exploitant du service aux frais du demandeur au tarif précisé en annexe.



5 LE BRANCHEMENT

On appelle « branchement » le dispositif d'évacuation des eaux usées et/ou pluviales qui va du regard de branchement de la propriété privée au réseau public.

5.1 La description

Le branchement comprend les éléments suivants :

➢ un ouvrage dit « regard de branchement » pour le contrôle et l'entretien de celui-ci, placé à proximité de la limite entre le domaine public et la propriété privée ce regard doit être visible et accessible ;

➢ une canalisation qui peut être située tant en domaine public qu'en propriété privée ;

➢ un dispositif de raccordement au réseau public.

Qu'ils soient situés en domaine public ou en propriété privée, les éléments du branchement font partie des ouvrages du Service de l'Assainissement.

5.2 L'installation et la mise en service

Le nombre de branchements à installer par propriété est fixé par l'Exploitant du service.

En règle générale, ce nombre est limité à un par propriété et par nature d'eau rejetée dans les réseaux publics.

Si les eaux sont collectées de manière groupée (eaux usées domestiques avec eaux pluviales), leur rejet se fait au moyen d'un branchement unique.

Si les eaux sont collectées de manière séparée, la propriété doit être équipée de deux branchements spécifiques : un pour les eaux usées domestiques et l'autre pour les eaux pluviales.

Les travaux d'installation du branchement, sont réalisés par l'Exploitant du service.

Sauf mention contraire sur le devis, les travaux ne comprennent que le terrassement et la pose nécessaires à la mise en place du branchement à l'exclusion des démolitions, transformations et réfections des aménagements propres à la propriété privée.

L'Exploitant du service est seul habilité à mettre en service le branchement après avoir vérifié la conformité des installations privées.

Lors de la construction d'un nouveau réseau public d'assainissement, la Collectivité peut, pour toutes les propriétés riveraines existantes, exécuter ou faire exécuter d'office la partie des branchements située en domaine public (jusque et y compris le regard de branchement).

Les travaux d'extension ou de renforcement des réseaux sont réalisés par la Collectivité aux conditions définies par cette dernière et adaptées à chaque situation.

Concernant les branchements pour l'évacuation des eaux pluviales, la Collectivité peut vous imposer la construction préalable en propriété privée de dispositifs particuliers de prétraitement (dessableurs, déshuileurs, ...) ou d'ouvrages tels que bâche de stockage, plan d'eau régulateur limitant le débit des rejets.

5.3 Le paiement

Tous les frais nécessaires à l'installation du branchement (travaux, fournitures, occupation et réfection des chaussées et trottoirs) sont à votre charge.

L''Exploitant du service établit préalablement un devis en appliquant les tarifs fixés sur le bordereau de prix annexé au contrat de délégation du service public et actualisés en application de ce contrat.

Un acompte sur les travaux de 30% doit être réglé à la signature du devis, le solde devant être acquitté avant la date limite indiquée sur la facture établie à la livraison des travaux. En cas de défaut de paiement du solde de la facture dans le délai imparti, l'Exploitant du service poursuit le règlement par toutes voies de droit.

Si à l'occasion de la construction d'un nouveau réseau public d'assainissement, la Collectivité exécute ou fait exécuter d'office la partie des branchements située en domaine public, elle peut vous demander le remboursement de tout ou partie des dépenses entraînées par ces travaux.

Lors du raccordement de votre propriété au réseau public d'assainissement, la Collectivité peut vous demander une participation financière qui s'ajoute aux frais de branchements.

Le montant et les conditions de perception de cette participation sont déterminés par la Collectivité.

5.4 L'entretien et le renouvellement

Les travaux d'entretien, de réparations et de renouvellement du branchement public sont à la charge de l'Exploitant du service et de la collectivité.

Ces travaux ne comprennent pas les prestations suivantes, qui restent à la charge du propriétaire ou du syndicat des copropriétaires :

- la remise en état des aménagements réalisés postérieurement à l'installation du branchement, pour la partie située en propriété privée (reconstitution de revêtement, de maçonnerie, de jardins ou espaces aménagés...) ;
- le déplacement, la modification ou la suppression du branchement effectué à la demande du propriétaire ou du syndicat des copropriétaires.

En règle générale, les dommages pouvant résulter de l'existence ou du fonctionnement du branchement ne vous incombent pas.

Toutefois, s'il est établi que des dommages résultent d'une faute de votre part, vous supportez les indemnités correspondantes et les frais de remise en état sur la base des tarifs fixés sur le bordereau des prix annexé au contrat de délégation du service public.

Vous êtes chargé de la garde et de la surveillance de la partie du branchement située en propriété privée. En conséquence, l'Exploitant du service n'est pas responsable des dommages, notamment aux tiers, résultant d'un sinistre survenant en propriété privée et lié à un défaut de garde ou de surveillance.

En cas d'inobservation du présent règlement ou de risque pour la sécurité, l'Exploitant du service peut exécuter d'office et à vos frais, tous les travaux rendus nécessaires. Sauf cas d'urgence, vous êtes informé préalablement à la réalisation de ces travaux.

5.5 La suppression ou la modification

Lorsque la démolition ou la transformation d'une propriété entraîne la suppression du branchement ou sa modification, les frais correspondants sont à la charge de la personne ayant déposé le permis de démolition ou de construire.



6 LES INSTALLATIONS PRIVEES

On appelle « installations privées » les installations de collecte des eaux usées et/ou pluviales situées en amont du regard du branchement

***

6.1 Les caractéristiques

La conception et l'établissement des installations privées sont exécutés à vos frais et par l'entrepreneur de votre choix.

Ces installations ne doivent présenter aucun danger pour le Service de l'Assainissement et doivent être conformes aux règles de l'art ainsi qu'aux dispositions du **règlement sanitaire départemental.**

Vous devez notamment respecter les règles de base suivantes :

- ne pas raccorder entre elles les conduites d'eau potable et les canalisations d'eaux usées et /ou pluviales, ni installer de dispositifs susceptibles de laisser les eaux usées et/ou pluviales pénétrer dans les conduites d'eau potable ou vice- versa.

- ne pas utiliser les descentes de gouttières pour l'évacuation des eaux usées ou assimilées.

- vous assurez que vos installations privées sont conçues pour protéger la propriété contre tout reflux d'eaux usées ou pluviales en provenance du réseau public notamment lors de sa mise en charge (joints et tampons étanches, dispositif anti-refoulement,...).

De même, vous vous engagez à :

- équiper de siphons tous les dispositifs d'évacuation (équipements sanitaires et ménagers, cuvettes de toilettes, grilles de jardin, ...),

- poser toutes les colonnes de chutes d'eaux usées verticalement et les munir de tuyaux d'évent prolongés au-dessus des parties les plus élevées de la propriété ou de tout dispositif permettant de les maintenir à la pression atmosphérique,

- installer les dispositifs particuliers de prétraitement (dessableur, déshuileur, ...) ou ouvrages prescrits par la Collectivité tels que bâche de stockage ou plan d'eau régulateur limitant les rejets d'eaux pluviales,

- assurer l'accessibilité des descentes de gouttières dès lors qu'elles se trouvent à l'intérieur,

- assurer une collecte séparée des eaux usées et pluviales jusqu'aux regards de branchements.

En particulier, lors de travaux nécessitant de raccorder un équipement (douche, machine à laver...) ou une installation (descente de gouttière, grille de cour...) veillez à bien respecter les circuits d'évacuation (les eaux usées dans les canalisations d'eaux usées et les eaux pluviales dans celles des eaux pluviales).

L'Exploitant du service doit pouvoir contrôler à tout moment que vos installations privées remplissent bien les conditions requises. Dans le cas où des défauts sont constatés, vous devez y remédier à vos frais.

Les travaux de mise en conformité sont exécutés par une entreprise de votre choix.

Vous devez informer l'Exploitant du service de la fin des travaux de mise en conformité. Si nécessaire, une visite de contrôle de la conformité des installations est effectuée. Elle vous est facturée au prix défini en annexe du présent règlement.

Faute de mise en conformité par vos soins, la Collectivité peut, après mise en demeure, procéder ou faire procéder d'office, à vos frais, aux travaux indispensables.

Attention : dès la mise en service d'un branchement raccordé au réseau public d'assainissement, vous devez mettre hors d'état de servir ou de créer des nuisances, les installations d'assainissement autonome (dégraisseurs, fosses, filtres...).

6.2 L'entretien et le renouvellement

L'entretien, le renouvellement et le maintien en conformité des installations privées n'incombent pas à l'Exploitant du service. Celui-ci ne peut être tenu pour responsable des dommages causés par l'existence ou le fonctionnement des installations privées ou par leur défaut d'entretien, de renouvellement ou de maintien en conformité.

6.3 Le cas des rétrocessions de réseaux privés

Toute intégration au réseau public d'assainissement de réseaux privés donne lieu à la conclusion d'une convention entre la Collectivité et le propriétaire.

Avant cette intégration, l'Exploitant du service peut contrôler la conformité d'exécution des réseaux et branchements privés.

Dans le cas où des désordres sont constatés par l'Exploitant du service, les travaux de mise en conformité sont effectués par les soins et aux frais du propriétaire.

6.4 Les contrôles de conformité

Les contrôles de conformité des installations privées, effectués par l'Exploitant du Service à la demande des propriétaires ou de leurs notaires dans le cadre d'une mutation de propriété, sont facultatifs car la réglementation ne les oblige pas. Ils mentionneront uniquement les installations déclarées par le propriétaire et examinées lors de la visite. Ils sont facturés au demandeur selon le tarif indiqué en annexe au présent règlement de service.

Tarifs des prestations complémentaires en annexe du règlement de service assainissement collectif

Prix unitaires € HT 01/01/2024

La présente annexe précise le montant des frais divers tels que décidés par la Collectivité. Les tarifs indiqués sont ceux applicables à la date d'adoption du règlement de service par la Collectivité.
Les tarifs évoluent selon la disposition suivante :

$$K1_N = 0.15 + 0.45 \times \frac{ICHTE_N}{ICHTE_o} + 0.15 \times \frac{TP10a_N}{TP10a_o} + 0.25 \times \frac{FSD2_N}{FSD2_o}$$

Travaux d'installation, suppression ou modification de branchement	
Travaux d'installation et mise en service du branchement assainissement	**Sur devis**
Suppression ou modification du branchement	**Sur devis**
Mise en service d'un nouveau branchement assainissement (si travaux de branchement non réalisés par le délégataire)	
Mise en service du branchement assainissement avec contrôle des installations privées comprenant le compte rendu de visite	**160 €**
Contre-visite comprenant le PV de visite	**80 €**
Contrôle de conformité du dispositif d'assainissement à la demande du propriétaire ou, dans le cadre d'une mutation de propriété, de son notaire	
Attestation de raccordabilité au réseau d'assainissement collectif	**50 €**
Contrôle de conformité du branchement et des installations privées comprenant le compte rendu de visite	**160 € pour une unité de logement et sur devis si plusieurs logements**
Contre-visite pour contrôle de la mise en conformité comprenant le PV de visite	**80 €**
Diverses interventions	
Désobstruction de la partie publique du branchement du fait de la négligence du client	**Frais engagés par l'Exploitant et/ou la Collectivité**
Inspection télévisuelle d'un réseau privé avant connexion ou intégration au réseau public, incluant la remise d'un rapport complet d'inspection à la Collectivité et au demandeur et l'intégration des données dans le SIG	**Frais fixe par chantier de 150€ + prix supplémentaire au mètre linéaire inspecté selon bordereau de prix au contrat**
Forfait pour la réalisation d'un bilan complet de contrôle des rejets industriels	**Tarif et conditions de facturation selon convention de rejet signé par le client industriel**
Forfait déplacement au domicile du client à sa demande ou en exécution du règlement de service pour toute intervention autre que celles spécifiquement prévues dans le présent annexe	**52 €**
Intervention en dehors des heures ouvrées du service à la demande de l'abonné	**Application d'une augmentation de 25% aux présents tarifs**
Pénalités et infractions au règlement	
Majoration légale de la redevance assainissement à défaut de paiement à l'expiration d'un délai de 30 jours suivant l'envoi d'une mise en demeure, mise en demeure envoyée à défaut de paiement dans un délai de trois mois	**25%**
Pénalité pour rejet du moyen de paiement (TIP, chèque ou prélèvement) hormis pour les clients exonérés selon la réglementation en vigueur (pénalité par rejet)	**2,50 €**
Pénalité pour occupant absent malgré confirmation de RDV	**55 €**

Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile

SUEZ Eau France SAS
Agence Alsace
17 rue Guy de Place
68800 VIEUX-THANN

REGLEMENT DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Le règlement du service définit les obligations mutuelles entre le service public de l'assainissement non collectif (SPANC) et ses usagers qui sont les propriétaires d'immeubles équipés ou à équiper d'un dispositif d'assainissement non collectif ou les occupants de ces immeubles.
Le présent règlement s'applique sur le territoire de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile désignée « la collectivité » ou « le SPANC » Il a été adopté par délibération du 22/04/2024.
L'Exploitant désigne la société Suez Eau France à qui la Collectivité a confié la gestion du Service Public de l'Assainissement

1 Dispositions générales

1.1 – Définitions

Assainissement non collectif :
Par assainissement non collectif ou assainissement autonome, on désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés à un réseau public d'assainissement.

Eaux usées domestiques :
Les eaux usées domestiques comprennent les eaux ménagères (lessive, cuisine, salle de bain) et les eaux vannes (urines, matières fécales).

Eaux pluviales :
Les eaux pluviales sont les eaux de toiture et les eaux de ruissellement sur le sol. Elles doivent en aucun cas être dirigées vers une installation d'assainissement non collectif car compte tenu de leur volume, elles provoqueraient le dysfonctionnement du système.

1.2 - Obligation de traitement des eaux usées

Les immeubles non raccordés à un réseau d'assainissement collectif doivent être dotés d'une installation d'assainissement non collectif maintenue en bon état de fonctionnement. Cette obligation ne s'applique ni aux immeubles abandonnés, ni aux immeubles qui, en application de la règlementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés. (Article L. 1331-1-1 du Code de la Santé Publique).

En cas d'implantation ultérieure d'un réseau d'assainissement collectif, le raccordement des immeubles qui y ont accès est obligatoire dans un délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau. La collectivité peut accorder soit des prolongations de délais qui ne peuvent excéder une durée de dix ans, soit des exonérations de l'obligation de raccordement. (Article L. 1331-1 du Code de la Santé Publique).

1.3 - Séparation des eaux

Pour permettre le bon fonctionnement d'une installation d'assainissement non collectif, l'évacuation des eaux pluviales ne doit, en aucun cas, être dirigée vers celle-ci.

1.4 - Obligation de contrôle par la collectivité

L'article L.2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales charge la collectivité du contrôle des systèmes d'assainissement non collectif.
Ce contrôle a pour but de vérifier que la conception, l'implantation et l'entretien des dispositifs d'assainissement non collectif respectent les prescriptions réglementaires et que leur fonctionnement n'entraîne pas de pollution des eaux, d'insalubrité ou d'inconvénients de voisinage (odeurs notamment).

1.5 - Procédure préalable à l'établissement, la réhabilitation ou la modification d'un assainissement non collectif

Tout propriétaire d'habitation ou toute personne envisageant un projet de construction peut s'informer auprès de la Mairie de sa commune du zonage d'assainissement et du mode d'assainissement suivant lequel doivent être traitées ses eaux usées (assainissement collectif ou non collectif).
Si l'habitation se trouve dans une zone non desservie par un réseau d'assainissement collectif, il doit présenter son projet d'assainissement non collectif dans le cadre de son dossier de permis de construire ou directement à l'Exploitant s'il s'agit de la réhabilitation d'une installation existante.

2 Obligations des propriétaires

Tout propriétaire d'un immeuble, existant ou à construire, non raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, est tenu de l'équiper d'une installation d'assainissement non collectif destinée à collecter et à traiter les eaux usées domestiques rejetées, à l'exclusion des eaux pluviales.

Le propriétaire est responsable de la conception et de l'implantation de cette installation, qu'il s'agisse d'une création ou d'une réhabilitation, ainsi que de la bonne exécution des travaux correspondants.

Les installations d'assainissement non collectif doivent être maintenues en bon état de fonctionnement, ne pas créer de nuisances et respecter certaines règles de conception ou d'implantation.

Toute installation nouvelle, modifiée (à la suite d'une augmentation du nombre de pièces principales, d'un changement d'affectation de l'immeuble...) ou réhabilitée doit être conforme :

- aux prescriptions techniques générales applicables aux systèmes d'assainissement non collectif définies dans :
  - l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j deDBO5,
  - le DTU 64.1 concernant la mise en œuvre des dispositifs d'assainissement autonome des maisons d'habitation individuelle.

- aux prescriptions particulières pouvant être édictées pour certaines zones :
  - le règlement des PLU
  - des arrêtés préfectoraux (périmètres de protection...)
  - des arrêtés municipaux

Ces prescriptions sont tenues à la disposition de l'usager par le SPANC.

Les installations existantes doivent être conçues, réalisées, réhabilitées et entretenues conformément aux principes généraux définis aux articles 1 et 4 de l'arrêté du 7 mars 2012.

Les installations d'assainissement non collectif doivent être régulièrement entretenues et périodiquement vidangées par une personne agrée afin d'en garantir le bon fonctionnement.

En cas de risques sanitaires et environnementaux dûment constatés par l'Exploitant, ce dernier précise les travaux nécessaires, à réaliser sous quatre ans, pour éliminer les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement (article 4 de l'arrêté du 27 avril 2012). La collectivité peut raccourcir ce délai selon le degré d'importance du risque, en application de l'article L. 2212-2 du code général des collectivités territoriales.

3 Responsabilités et obligations des occupants d'immeubles

Le maintien en bon état de fonctionnement des ouvrages
L'occupant d'un immeuble équipé d'une installation d'assainissement non collectif est responsable du bon fonctionnement des ouvrages, afin de préserver la qualité des eaux souterraines et superficielles et la salubrité publique.
A cet effet, seules les eaux usées domestiques définies ci-dessus sont admises dans les ouvrages d'assainissement non collectif.

Il est interdit notamment d'y rejeter :
- les eaux pluviales
- les ordures ménagères, même après broyage
- les huiles de vidange
- les hydrocarbures
- les acides, cyanures, peintures, médicaments et plus généralement toute substance, tout corps solide ou non, pouvant polluer le milieu naturel ou nuire au bon fonctionnement des ouvrages.

Le bon fonctionnement des ouvrages impose également à l'usager :
- de maintenir les ouvrages en dehors de toute zone de circulation ou de stationnement de véhicule, des zones de culture ou de stockage de charges lourdes ;
- d'éloigner tout arbre et plantation des dispositifs d'assainissement ;
- de maintenir perméable à l'air et à l'eau la surface de ces dispositifs (notamment en s'abstenant de toute construction ou revêtement étanche au-dessus des ouvrages) ;
- de conserver en permanence une accessibilité totale aux ouvrages et aux regards ;
- d'assurer régulièrement les opérations d'entretien.

L'entretien des ouvrages
Le dispositif d'assainissement non collectif doit être entretenu de manière à assurer :
- le bon état des installations et des ouvrages, notamment des dispositifs de ventilation et, dans le cas où la filière le prévoit, des dispositifs de dégraissage ;
- le bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration ;
- l'accumulation normale des boues et des flottants à l'intérieur de la fosse.

Les ouvrages et les regards doivent être accessibles pour assurer leur entretien et leur contrôle.

Les installations doivent être vérifiées et nettoyées aussi souvent que nécessaire. Sauf circonstances particulières liées aux caractéristiques des ouvrages ou à l'occupation de l'immeuble dûment justifiées par le constructeur ou l'occupant, les vidanges de boues et de matières flottantes sont effectuées :
- au moins lorsque le volume de boues est supérieure à 50 % dans le cas d'une fosse toutes eaux ou d'une fosse septique
- au moins tous les six mois dans le cas d'une installation d'épuration biologique à boues activées
- au moins tous les ans dans le cas d'une installation d'épuration biologique à culture fixées.

L'entreprise, choisie librement par l'usager pour réaliser une vidange, doit être agréée par le Préfet. Elle est tenue de remettre à l'usager après intervention un document comportant au moins les indications suivantes :
- son nom ou sa raison sociale et son adresse,
- l'adresse de l'immeuble où est située l'installation dont la vidange a été réalisée,
- le nom de l'occupant ou du propriétaire,
- la date de vidange,
- les caractéristiques, la nature et la quantité des matièreséliminées, le lieu où les matières de vidange sont transportées en vue de leur élimination.

L'usager doit tenir ce document à la disposition de l'Exploitant.

4 La mission du service public d'assainissement non collectif

4.1 - Nature de la mission du contrôle

La mission de contrôle incombant à l'Exploitant vise à vérifier que les installations d'assainissement non collectif ne portent pas atteinte à la salubrité publique, ni à la sécurité des personnes, et permettent à la préservation de la qualité des eaux superficielles et souterraines, en identifiant d'éventuels risques environnementaux ou sanitaires liés à la conception, à l'exécution, au fonctionnement, à l'état ou à l'entretien des installations.

La mission comprend :
1. Pour les installations neuves ou réhabilitées :
   La vérification technique de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages d'assainissement non collectif. La vérification de bonne exécution des ouvrages est effectuée avant remblaiement.

2. Pour les installations existantes :
   Un diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien des installations.

4.2- Modalités du contrôle des installations neuves ou réhabilitées

1. Vérification de la conception et de l'implantation :

Le propriétaire qui projette de réaliser ou de réhabiliter une installation d'assainissement non collectif remet à la Collectivité le dossier dûment complété "Demande d'installation d'un assainissement non collectif En cas d'évacuation des eaux traitées vers le milieu hydraulique superficiel, le demandeur devra obtenir l'autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du milieu récepteur, et démontrer parune étude particulière à sa charge (étude de sol) qu'aucune autre solution d'évacuation n'est envisageable.
Dans le cas d'une construction soumise à permis de construire, la demande d'installation d'un assainissement non collectif est annexée au dossier de demande de permis de construire.
L'exploitant vérifie alors la conception du projet et notifie son avis au pétitionnaire ou au service instructeur du permis de construire.

2. Vérification de la bonne exécution des ouvrages :

L'Exploitant doit être informé à l'avance par le propriétaire du début des travaux, puis ensuite de leur achèvement avant remblaiement des ouvrages.
Ce remblaiement ne peut intervenir qu'après contrôle de la bonne exécution par l'Exploitant.

A l'issue de ce contrôle, l'Exploitant envoie au propriétaire et à la Collectivité un rapport de visite qui constate la conformité ou la non conformité des travaux.

En cas de non conformité, l'Exploitant invite le propriétaire à réaliser les travaux nécessaires pour rendre les ouvrages conformes à la réglementation applicable et procède à une nouvelle visite, sur demande du propriétaire, avant remblaiement.

Tous les travaux réalisés sans que l'Exploitant ait pu en vérifier la bonne exécution avant remblaiement pourront être déclarés non conformes.

5 Modalités de facturation

5.1 - Redevables

Une facture sera adressée au demandeur :

- pour le contrôle de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des installations neuves ou réhabilitées.
- pour le contrôle de conformité en cas de vente immobilière.

Une facture sera adressée à l'usager occupant de l'immeuble (le titulaire de l'abonnement à l'eau, à défaut le propriétaire du fonds de commerce, à défaut le propriétaire de l'immeuble) :

- pour le contrôle périodique de l'entretien et du fonctionnement des installations existantes.

Dans le cas d'un système d'assainissement non collectif desservant plusieurs logements dont les contrats d'abonnement à l'eau sont individualisés, le montant de la redevance sera facturé au titulaire du contrat.

5.2 - Facturation

La facture est destinée à couvrir les charges de chaque contrôle.

Son montant est forfaitaire :

- pour les contrôles de conception, d'implantation et de la bonne exécution des installations neuves ou réhabilitées.
- pour le contrôle périodique de bon fonctionnement des installations des installations existantes.

La facture est forfaitaire et adressée aux redevables indiqués à l'article 5.1. à l'issue de la réalisation de chaque contrôle.

Tous les éléments de la facture sont soumis à la TVA au taux en vigueur.

Les tarifs appliqués sont fixés par le contrat liant l'Exploitant et la Collectivité.
Si de nouveaux frais, droits, taxes, redevances ou impôts étaient imputés au service de l'assainissement non collectif, ils seraient répercutés de plein droit sur la facture.

5.3 - Tarifs

Tarif de base, en valeur du 1er janvier 2024 :

Prestations	***Montant unitaire € HT au 01/01/2024***
Contrôle des installations neuves ou réhabilitées	
A0 - - Au titre du contrôle de la conception des installations neuves ou réhabilitées	***125.00***
B0 - - Au titre de l'implantation et de la bonne exécution des installations neuves ou réhabilitées	***115.00***
Contrôle périodique de bon fonctionnement des installations	
E0 - - Au titre du contrôle initial de bon fonctionnement des installations existantes	***120.00***
C0 - - Au titre du contrôle périodique de bon fonctionnement des installations	***106.00***
D0 - Au titre du contrôle de bon fonctionnement des installations lors de la vente/acquisition d'une habitation	***160.00***
F0 - Contre visite des installations	***80.00***
Pénalité pour occupant absent malgré confirmation de RDV	**43.00**
Pénalité en cas de refus d'accès par l'usager à ses installations par l'Exploitant	Pénalité équivalent au double du montant du contrôle non réalisé
Majoration légale de la redevance assainissement non collectif (contrôle périodique) à défaut de paiement à l'expiration d'un délai de 30 jours suivant l'envoi d'une mise en demeure, mise en demeure envoyée à défaut de paiement dans un délai de trois mois	25%

Les tarifs évoluent selon la disposition suivante :

$$K2_N = 0{,}15 + 0{,}60 \times \frac{ICHTE_N}{ICHTE_o} + 0{,}25 \times \frac{FSD2_N}{FSD2_o}$$

6 Dispositions d'application

6.1 - Date d'application

Le présent règlement est applicable à compter du jour où il est rendu exécutoire.

6.2 - Voies de recours des usagers

Les litiges individuels entre les usagers du service public d'assainissement non collectif et ce dernier relèvent de la compétence des tribunaux judiciaires.
Toute contestation portant sur l'organisation du service (délibération instituant la redevance ou fixant ses tarifs, délibération approuvant le règlement du service, règlement du service, etc.) relève de la compétence exclusive du juge administratif.
Préalablement à la saisine des tribunaux, l'usager peut adresser un recours gracieux dans un délai de 2 mois à l'auteur de la décision contestée. L'absence de réponse à ce recours dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

6.3 - Modification du règlement

Le présent règlement peut être modifié par la collectivité en respectant la même procédure que celle suivie pour son adoption.

6.4 - Infractions et poursuites

Les infractions au présent règlement sont constatées par les autorités compétentes. Elles peuvent donner lieu :

- à des poursuites judiciaires
- en cas d'absence de dispositif d'assainissement non collectif en bon état de fonctionnement, à la facturation d'une somme équivalente au double du montant des redevances normalement dues (article L1331-8 du code de la santé publique)

□□□□

SUEZ Eau France SAS
Agence Alsace
17 rue Guy de Place
68800 VIEUX-THANN

Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile

4.3 - Modalités du contrôle du bon fonctionnement et d'entretien des installations existantes n'ayant jamais fait l'objet d'un contrôle.

L'Exploitant réalise ce contrôle dit diagnostic par une visite sur place pour vérifier :

- l'existence d'une installation d'assainissement non collectif
- l'implantation, les caractéristiques et l'état de cette installation
- la conformité réglementaire de l'installation.

Le propriétaire doit tenir à la disposition de l'Exploitant tout document probant permettant de vérifier l'existence d'une installation d'assainissement non collectif.

Si lors du contrôle, l'Exploitant ne parvient pas à recueillir ces documents attestant de l'existence d'une installation d'assainissement non collectif, alors ce dernier met en demeure le propriétaire de mettre en place une installation conformément aux dispositions prévues à l'article L.1331-11-1 du code de la santé publique.
Le rapport de visite est adressé par l'Exploitant au propriétaire de l'immeuble et, le cas échéant, à l'occupant des lieux, ainsi qu'au Président.

En cas d'absence d'installation d'assainissement non collectif, (non-respect de l'article L1331-1-1 du code de la santé publique) mise en demeure de réaliser une installation conforme et des travaux à réaliser dans les meilleurs délais.

En cas de risques sanitaires et environnementaux dûment constatés de l'installation, l'Exploitant invite le propriétaire à réaliser les travaux nécessaires dans un délai de 4 ans à compter de la date de notification des travaux (article 4 de l'arrêté du 27 avril 2012). Le maire peut raccourcir ce délai selon le degré d'importance du risque, en application de l'article L. 2212-2 du code général des collectivités territoriales.
Le propriétaire informe le SPANC des modifications réalisées à l'issue du contrôle.

4.4 - Modalités du contrôle périodique de bon fonctionnement et d'entretien des installations

Les modalités du contrôle périodique sont fixées par l'article 4 de l'arrêté du 27 avril 2012.
Le contrôle périodique est réalisé au maximum tous les 4 ans après le précédant contrôle dans le cadre de l'application du SPANC. Des contrôles plus fréquents peuvent en outre être effectués en cas de nuisances constatées dans le voisinage. Un compte-rendu du contrôle est remis à l'occupant des lieux et/ou au propriétaire.

Le contrôle vise à vérifier le bon entretien et le bon fonctionnement des ouvrages et porte au minimum sur les points suivants :

- vérification de modifications intervenues depuis le précédent contrôle effectué par la collectivité
- vérification du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration
- vérification de l'accumulation normale des boues à l'intérieur de la fosse
- vérification des raccordements de l'ensemble des eaux usées et de la ventilation, de l'accessibilité des tampons de visite des ouvrages
- vérification de la réalisation périodique des vidanges. A cet effet, l'usager présentera le bon de vidange remis par le vidangeur agrée (tel que prévu à l'arrêté du 7 septembre 2009)
- vérification, le cas échéant, de l'entretien des dispositifs de dégraissage
- Vérification de l'absence d'inconvénients de voisinage (odeurs, résurgences d'effluents...).

En outre :
S'il y a rejet en milieu hydraulique superficiel un contrôle de la qualité du rejet peut être réalisé, et en cas de nuisances de voisinage, des contrôles occasionnels peuvent être effectués. Les frais afférents à ces analyses seront supportés respectivement par le propriétaire ou l'occupant s'agissant d'un défaut de conception ou d'entretien de l'installation.

Si le contrôle met en évidence un mauvais entretien ou un dysfonctionnement, l'Exploitant invite

- soit le propriétaire des ouvrages à réaliser les travaux ou aménagements nécessaires pour supprimer ces causes, en particulier si celles-ci entraînent une atteinte à l'environnement, à la salubrité publique ou toutes autres nuisances ;
- soit l'occupant des lieux à réaliser les entretiens ou les réaménagements qui relèvent de sa responsabilité.

L'Exploitant en informe le maire de la commune et la Collectivité concernée.

4.5 Contrôle sur demande liée à une vente

A compter du 1er janvier 2011, en application de l'article L271-4 du code de la construction et de l'habitation, le vendeur de tout ou partie d'un immeuble bâti sera tenu de joindre au dossier de diagnostic techniques le document établi à l'issu d'un contrôle des installations d'assainissement non collectif. La durée de validité de ce rapport de visite, fixée à l'article L1331-11-1 du code de la santé publique est de 3 ans. Il s'applique à compter de la date de réalisation du contrôle. Dans le cas contraire, un nouveau contrôle devra être réalisé par l'Exploitant conformément à la législation et la règlementation en vigueur, à la demande et aux frais du vendeur.

En cas de non-conformité, les travaux sont réalisés au plus tard dans un délai d'un an après la signature de l'acte de vente.

4.6 - Accès à l'installation

Conformément à l'article L1331-11 du Code de la Santé Publique, les agents de l'Exploitant sont autorisés à pénétrer dans les propriétés privées pour contrôler les installations d'assainissement non collectif.

L'usager est prévenu par l'envoi d'un avis de passage avant la date de la visite. Il peut demander une modification de la date ou de l'heure de ce rendez-vous.
L'usager doit faciliter l'accès de ses installations aux agents du service. Il doit être présent ou représenté lors de toutes interventions du service.
Les agents de l'Exploitant n'ont pas la possibilité de pénétrer de force dans une propriété privée. S'il y a lieu, ils doivent relever l'impossibilité d'effectuer leur contrôle dans laquelle ils ont été mis, à charge pour le Maire, au titre de ses pouvoirs généraux de police,de constater ou de faire constater l'infraction.
En cas d'absence à un rendez-vous le nouveau déplacement de l'agent de l'Exploitant sera facturé à l'usager.

En cas de refus réitéré de la part de l'usager pour le(s) contrôle(s), il pourra être demandé à celui-ci de s'acquitter d'une pénalité s'élevant au double du montant du contrôle et encoure une demande de constat par les autorités compétentes.

4.7– Engagements du service

Les prestations qui vous sont garanties sont les suivantes :

- une proposition de rendez-vous dans un délai de 5 jours ouvrés pour vérification de travaux avant remblaiement avec respect de l'horaire du rendez-vous dans une plage de 2 heures,
- l'envoi d'un rapport de visite après contrôle,